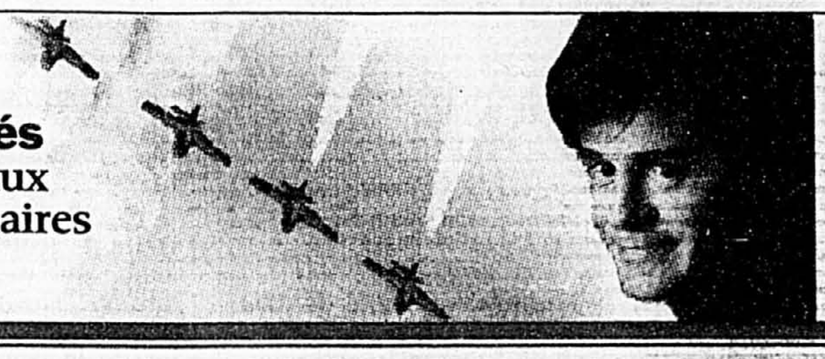
La Presse

Le plus grand quotidien français d'Amérique

ÉDITION DU
DIMANCHE

Montréal,
dimanche 3 mai 1998
114e année No 190
58 pages, 4 cahiers
60 ¢ TAXES EN SUS
RÉGION EST DE QUÉBEC 65 ¢ / ÎLES-DE-LA-MADELEINE 1 $ / FLORIDE 1,65 $ U.S.

AILES
LES AILES DE LA MODE
MAIL CHAMPLAIN CARREFOUR LAVAL PLACE STE-FOY



Actualités
Des oiseaux pas ordinaires
page A4

Stéphane Laporte
Le trois fait le mois
page A5



La Personnalité de la semaine
Marguerite et Clément Leclair
page A14

Baseball
DIAMOND 4
5
page S9

Les médecins en colère

Ils feront «grève» le 14 si les négociations ne débloquent pas

ÉRIC TROTTIER

Se trouvant dans une « impasse » dans leurs négociations avec le gouvernement Bouchard, les 7200 médecins omnipraticiens de la province vont tenir une demi-journée d'étude, le 14 mai prochain, qui pourrait se prolonger de plusieurs heures dans les régions éloignées.

« Devant la position inadmissible et irresponsable du gouvernement, nous devons employer tous les moyens nécessaires afin de le convaincre que la santé doit redevenir prioritaire », a déclaré hier le président de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ), Renald Dutil, en sortant d'une assemblée réunissant 125 délégués, à Montréal.

M. Dutil a dit que tous les services essentiels seront assurés. « Nous ne voulons surtout pas pénaliser la population, qui l'est déjà suffisamment en raison de la réforme de la santé », a-t-il dit.

En gros, a expliqué plus tard à *La Presse* le porte-parole de la FMOQ, Jean Rodrigue, il faut s'attendre à ce que la plupart des cliniques privées des régions de Montréal et de Québec soient fermées pendant au moins trois heures. Les médecins qui viennent des autres régions et qui devront se déplacer dans la Vieille Capitale ou dans la métropole devront cependant rester fermés jusqu'à une journée durant. « Dans tous les secteurs, nous allons nous assurer de garder un centre de service en opération », a-t-il dit.

« Nous convions tous les médecins à se rendre à ces réunions (du jeudi 14 mai) afin de les informer sur la situation actuelle », a pour sa part demandé le Dr Dutil.

Voir **LES MÉDECINS** *en A2*

Onze pays adoptent l'euro

d'après AFP
BRUXELLES

Onze pays européens auront l'euro comme monnaie unique au 1er janvier 1999, mais le lancement historique de cette nouvelle monnaie par le Sommet européen de Bruxelles a été assombri par la douloureuse négociation sur la Banque centrale européenne (BCE), dont la présidence reviendra finalement au Néerlandais Wim Duisenberg mais seulement pour quatre ans.

Les dirigeants de l'UE ont certes sélectionné la nuit dernière les onze pays qui adopteront la monnaie unique, le 1er janvier prochain. L'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, la Finlande, l'Irlande et l'Autriche seront ainsi les fondateurs de l'euro.

Mais cette décision, qui restera dans l'Histoire, a été éclipsée par le marchandage sur la banque centrale, nouveau psychodrame dans la difficile marche vers la monnaie unique. La France s'est opposée aux Pays-Bas et à l'Allemagne pendant plus de dix heures d'intenses tractations.

Sous la pression de Paris, le Néerlandais Wim Duisenberg a finalement accepté d'écourter son mandat, de huit à quatre ans, afin de permettre à son concurrent français Jean-Claude Trichet, actuel

Voir **ONZE PAYS** *en A2*

■ **Autres textes, pages A12 et A13**

Tout un défi sportif



PHOTO BERNARD BRAULT, *La Presse*

Mathieu Parent et Chantal Petitclerc ont remporté l'épreuve du 10 km en fauteuil roulant, hier, au 15e Défi sportif pour athlètes handicapés, qui comprend également des épreuves de vélo-tandem et, pour la première fois, de cyclisme pour les athlètes ayant la paralysie cérébrale. Champion canadien du 400 m, Parent a dû fournir un effort intense pour devancer, au sprint, Karl Marquis et Mathieu Blanchette. Chantal Petitclerc a quant à elle pratiquement été seule sur le parcours, terminant avec plus d'une 1 min 40 d'avance sur sa plus proche rivale, Diane Roy. Sylvie Potvin, que l'on voit ici félicitée par un de ses proches, Claude Marleau, a pour sa part terminé au troisième rang.

Nos informations en page 11 du cahier Sports

La Presse
à
NEW YORK

Pleins feux sur les bourgeois

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

Un sociologue progressiste chante les vertus de la classe moyenne. Des historiens de gauche remontent aux sources du conservatisme contemporain. La moitié des adolescents âgés de 13 à 17 ans s'entendent « très bien » avec leurs parents, selon un sondage publié la semaine dernière. Décidément, il se passe des choses bizarres aux États-Unis en cette fin de siècle.

La célébration de la classe moyenne américaine à laquelle se livre l'éminent sociologue Alan Wolfe dans son nouveau bouquin, *One Nation, After All*, contraste prodigieusement avec le pessimisme qui pesait sur le groupe au début des années quatre-vingt-dix. Les États-Unis traversaient alors une récession. La classe moyenne était « oubliée », selon le mot du candidat Bill Clinton lors des présidentielles de 1992, tandis que l'écart entre les pauvres et les riches continuait de se creuser.

Le message de Wolfe ne tranche pas moins avec le discours alarmiste du candidat Pat Buchanan lors des présidentielles de 1996. Sous la neige du New Hampshire, celui-ci avait lancé un débat national en s'élevant contre les pertes d'emplois causées par la restructuration des entreprises dans un contexte de mondialisation. Qu'était devenu le rêve de sécurité économique cher à la classe moyenne américaine? En plus de soulever cette question, Buchanan se livrait à une critique en règle du féminisme, de l'homosexualité, du multiculturalisme, de l'immigration, bref, de tout ce qui menaçait, à son avis, les valeurs « judéo-chrétiennes » de la classe moyenne des États-Unis.

Ainsi, pendant la majeure partie des années quatre-vingt-dix, les médias et les intellectuels ont pu parler d'une classe moyenne fragile, repliée sur elle-même, tentée par les certitudes de la droite républicaine et religieuse.

Voir **PLEINS FEUX** *en A2*

Un Acadien à la tête du N.-B

Le Nouveau-Brunswick a un nouveau premier ministre francophone. Comme prévu, c'est l'Acadien Camille Thériault, âgé de 43 ans, qui a été élu hier à Saint-Jean chef du Parti libéral provincial. Il remplace Frank McKenna, qui a quitté son poste l'automne dernier.
M. Thériault, auparavant ministre du Développement économique, a été élu au premier tour de scrutin avec 55,6 % des voix, devant Greg Byrne et Bernard Richard.

Nos informations, page A8

Le forcené de l'Île-Bizard «remercie les gars»

DENIS ARCAND

«Merci de m'avoir tiré, les gars », a dit trois fois Yvan Fondrouge aux SWAT du SPCUM, avant de mourir, tandis que les ambulanciers l'embarquaient sur une civière.

Les policiers qui ont géré le siège de jeudi à l'Île-Bizard se doutaient bien que Fondrouge voulait être « suicidé » par eux et leur stratégie visait à le sortir de là indemne, selon une source policière impliquée dans l'opération. La stratégie a mal tourné, mais les policiers estiment toujours avoir pris la bonne décision, compte tenu de ce qu'ils savaient.

La source a indiqué que toutes les options évoquées par les parents et amis du défunt dans *La Presse* d'hier avaient été examinées avant que le décideur de l'opération choisisse une charge à pied précédée d'un tir sur l'arme du forcené.

Toutes les options étaient compliquées par la distance entre Yvan Fondrouge et les policiers embusqués. La maison devant laquelle se trouvait Fondrouge est isolée et les policiers avaient peu de positions à couvert. « En ville, où la construction est plus dense, on aurait pu s'approcher; nos chances auraient été meilleures. »

Selon la source, le profil de Fondrouge permettait d'espérer de le sauver, mais pas à n'importe quel risque: « On avait quand même affaire à un homme armé qu'on avait vu boire, qui avait tiré cinq balles un peu au hasard, et braqué plusieurs fois des policiers. »

Si les règles d'engagement du SPCUM avaient été appliquées de façon stricte, dit-il, plusieurs policiers auraient été justifiés d'abattre Fondrouge à plusieurs occasions, bien avant qu'on essaie de le maîtriser.

Fondrouge ne voulait pas négocier: « Sa conjointe travaille pour Bell, et il ne voulait rien savoir d'un téléphone. Les SWAT ont même suggéré de lui en apporter un avec un des robots téléguidés utilisés lors des alertes à la bombe... »

Le SPCUM a fait venir un policier que Fondrouge connaissait: « Mais il n'a pas voulu lui parler. »

L'option la plus sûre pour les policiers aurait été qu'un tireur d'élite lui loge une balle dans une jambe avant que les policiers ne chargent. Mais il n'était pas impossible que Fondrouge soit capable d'utiliser son arme malgré la bles-

Voir **LE FORCENÉ** *en A2*

608
JOURS AVANT L'AN 2000

INDEX

Petites annonces		Arts et spectacles		Décès	C11	Informatique	A6	Mots croisés	B11
- index	C5		B5 à B9	Feuilleton	C9	La Jeune Presse	C12	Mot mystère	C9
- immobilier	C5 à C8	- horaire spectacles	B7	Êtes-vous observateur	C5	La presse d'ailleurs	A13	Politique	A8
- marchandises	C8	- horaire télévision	B7	Génies en herbe	B11	Livre	cahier B	Tabloïd Sports	
- emplois	C8	Bandes dessinées	C8	Horoscope	C6	Loteries	A2 et A5	- Philippe Cantin	S5
- automobile	C8 à C11	Bridge	C10			Monde	A11 à A13	Têtes d'affiche	B10

SCIENCES
À la recherche de la matière manquante
page B12

MÉTÉO
Pluie intermittente
Max. 18, min. 9
Cahier Sports,
page 20

6 21924 98765 1

Suites de la une

Les médecins en colère

LES MÉDECINS / *Suite de la page A1*

Les médecins omnipraticiens réclament un nouveau contrat qui bonifierait de 190 millions pour trois ans l'enveloppe budgétaire globale (868 millions) qui leur est accordée. Ils demandent notamment que Québec reconnaisse les frais de pratique en cabinet privé, qui s'élèvent à plus de 55 millions. Ils exigent également l'abolition du quota de 50 patients par jour et la pénalité salariale de 30 % imposée aux jeunes médecins.

Jusqu'à maintenant, affirme le Dr Dutil, Québec oppose pratiquement une fin de non-recevoir aux demandes des médecins. « S'il persiste dans son refus de présenter des offres sérieuses (aux médecins), le gouvernement se dirige tout droit vers un affrontement majeur, a dit le président de la FMOQ. Les omnipraticiens sont inquiets de voir les conditions de pratique se détériorer sans cesse. »

La FMOQ doit rencontrer à nouveau le ministre de la Santé, Jean Rochon, plus tard cette semaine. « Je vais le mettre en face de ses responsabilités de ministre de la Santé », promet Renald Dutil.

En cas d'échec de cette ultime rencontre, les 125 délégués de la FMOQ ont accordé à leur bureau un mandat d'utiliser tous les moyens nécessaires pour faire plier le gouvernement.

M. Dutil n'a pas voulu commenter ces moyens. « Nous ne ferons pas notre stratégie sur la place publique, mais rien n'est exclu », dit-il, ajoutant que les médecins vont toujours respecter les services essentiels.

Pleins feux sur les bourgeois

PLEINS FEUX / *Suite de la page A1*

Or voici que Wolfe, professeur de sociologie de la Boston University et essayiste réputé, arrive en 1998 avec un portrait profondément différent.

Son nouveau livre, *One Nation, After All*, est le résultat d'une enquête menée auprès de 200 citoyens de la classe moyenne répartis dans huit banlieues, dont Brookline, au Massachusetts, Rancho Bernardo, en Californie, et Sand Springs, en Oklahoma. Wolfe les a interrogés en profondeur sur Dieu, leur pays, la famille, le racisme, l'aide sociale, l'immigration, l'homosexualité, le travail, la droite, la gauche et leurs concitoyens. Il voulait aller au-delà des sondages habituels afin de déterminer si la classe moyenne, en dépit de ses divisions, ne possédait pas une « moralité » commune, sans laquelle, à son avis, la démocratie ne peut rester stable aux États-Unis.

Wolfe a le coeur bien à gauche, mais il se défend d'être un idéologue. Selon lui, le travail d'un intellectuel n'est pas de prêcher, mais de découvrir et d'expliquer les valeurs morales qui guident les gens. Et le sociologue a découvert que les Américains de la classe moyenne sont beaucoup plus ouverts à la différence qu'on ne le pense, l'homosexualité étant l'exception à la règle. Même les conservateurs de la Bible Belt sont opposés aux *preachers* qui se mêlent de politique. Ils préfèrent leur foi « tranquille » et leur moralité avec un petit « m ».

One Nation, After All brosse le portrait d'une classe moyenne qui croit fortement à la « responsabilité personnelle » sans toutefois renoncer à ses obligations communautaires. Plusieurs des Américains interrogés par Wolfe sont en effet engagés dans les activités de leurs églises, de leurs écoles, de leurs clubs sociaux. Ils se disent inquiets des disparités économiques, mais ils ne croient pas que le gouvernement a la capacité d'aplanir toutes les inégalités.

Selon Wolfe, la classe moyenne forme une « majorité raisonnable », unie dans son « adhésion à un ensemble de valeurs assez généreuses pour être inclusives, mais assez exigeantes pour défendre les normes de responsabilité personnelle ».

De façon générale, *One Nation, After All* a été accueillie comme une bouffée d'air frais par la critique. Certains ont cependant reproché à Wolfe un optimisme « excessif », se demandant ce qu'il adviendra de la tolérance de la classe moyenne à l'occasion de la prochaine récession. Mais il reste que son livre s'inscrit dans une tendance intéressante.

Récemment, le *New York Times* rapportait en effet que plusieurs historiens gauchisants s'étaient mis à l'étude du mouvement intellectuel à l'origine du conservatisme auquel adhère aujourd'hui la classe moyenne des États-Unis. Cette vogue a été lancée en 1994 par la publication, dans l'*American Historical Review*, d'un article intitulé: « Pourquoi y a-t-il autant de conservatisme aux États-Unis et pourquoi si peu d'historiens connaissent-ils le mouvement? » La revue universitaire s'étonnait qu'aucune biographie de Russell Kirk n'ait encore été écrite. En 1953, Kirk a publié *The Conservative Mind*, un ouvrage classique qui a donné aux conservateurs une identité et une généalogie.

Le conservatisme est effectivement incontournable aujourd'hui aux États-Unis. La semaine dernière, par exemple, le *New York Times* a publié un sondage national réalisé auprès de 1048 adolescents âgés de 13 à 17 ans. Les résultats donnent à penser que la révolution ne viendra pas d'eux.

Les adolescents américains accordent leur confiance au gouvernement. Ils admirent leurs parents. Et ils estiment possible de devenir riche tout en naissant pauvre.

Onze pays adoptent l'euro

ONZE PAYS / *Suite de la page A1*

gouverneur de la Banque de France, de prendre sa succession.

Officiellement, tout est conforme au traité de Maastricht. M. Duisenberg est désigné pour huit ans, mais il a déjà annoncé qu'il n'irait pas au-delà de quatre années. Officiellement toujours, M. Duisenberg partira « spontanément » en 2002, selon l'expression de plusieurs chefs d'État et de gouvernement.

« Nous avons pris bonne note » que le président français Jacques Chirac avait proposé M. Trichet », a déclaré le premier ministre britannique Tony Blair, qui présidait la réunion, ajoutant: « Duisenberg n'a pas l'intention de faire ses huit ans mais de mener à bien la période transitoire de l'euro et la décision de prendre sa retraite sera entièrement la sienne. »

M. Duisenberg portera l'euro sur les « fonts baptismaux », avant de se retirer au profit du candidat français, a assuré M. Chirac. Le Néerlandais a indiqué qu'il resterait jusqu'à l'introduction des billets et des pièces d'euro, prévue à la mi 2002.

À peine conclu, l'accord a suscité des critiques. « Ce n'est pas bon du tout pour la BCE de commencer comme cela, espérons que le bébé qui est né dans un si mauvais état de santé va se rétablir rapidement », a dit le président du Parlement européen, José-Maria Gil-Robles.

Le chancelier allemand Helmut Kohl a lui-même avoué que ces pénibles tractations constituaient « un des moments les plus difficiles de la construction européenne », et devrait avoir les pires difficultés à défendre cet accord auprès des médias allemands et de l'opinion.

Mais en sa qualité de président en exercice de l'UE, le Britannique Tony Blair a relativisé cette querelle pour la présidence de la BCE. « Pour un moment aussi historique, onze heures ce n'est pas grand-chose », a-t-il dit.

Ironie du calendrier des présidences tournantes de l'UE, Tony Blair se retrouvait ainsi à défendre un projet dont il soutient le principe mais auquel le Royaume-Uni ne s'associera pas avant 2002 au plus tôt.

En choisissant officiellement la liste des pays participants, les Quinze ont également pris une décision technique très importante: les taux bilatéraux d'entrée des monnaies dans l'euro correspondront exactement aux cours pivots au sein du Système monétaire européen (SME).

Selon les responsables européens, ces taux sont en ligne avec les données économiques fondamentales. Ils serviront au passage à l'euro le 1er janvier 1999.

Le forcené de l'Île-Bizard « remercie les gars »

LE FORCENÉ / *Suite de la page A1*

sure, sans parler du risque d'hémorragie massive si la balle touchait une artère.

L'usage de balles de plastique a été écarté: pour des raisons de précision, un SWAT aurait dû s'avancer à découvert pour tirer, une option exclue contre un homme doté d'une arme à feu. Et tirer de loin? « De loin, une balle en plastique, c'est comme un coup de poing, mais sans plus. On aurait pu se retrouver avec un gars en colère, qui tire partout. »

Lancer un chien d'attaque vers Fondrouge a été envisagé, mais le maître-chien ne pouvait garantir le comportement de l'animal au delà d'une quarantaine de pieds.

Toutes les options étaient compliquées par le risque que Fondrouge entre dans la maison ou y mette le feu, ce qui aurait décuplé les risques.

Finalement, un tireur d'élite a tiré sur l'arme, qui est tombée au sol. On espérait que l'impact laisse Fondrouge surpris, les mains endolories, et désorienté assez longtemps pour que les policiers embusqués parcourent les 60 m les séparant de lui.

Lorsque Fondrouge s'est retourné et qu'il a braqué son fusil 22 vers les policiers, une douzaine de pas les séparaient.

Les probabilités étaient que la 22 ait été brisée par la balle du tireur d'élite (ce qui était le cas), mais personne ne pouvait en être sûr à ce moment. Les règles d'engagement prescrivaient donc de tirer, conclut la source. Un seul des quatre policiers en mouvement a tiré quatre fois, visant les jambes. Le tireur d'élite a tiré un deuxième coup. La balle fatale a touché le thorax.

Suicide par policier interposé: des précédents

RÉAL PELLETIER

« Monsieur l'agent, c'était planifié. Je regrette que vous soyez impliqué. Il me fallait mourir. S'il vous plaît, souvenez-vous que vous avez agi à mon initiative. Vous ne pouviez pas savoir. »

Ces notes, griffonnées sur une carte de souhaits Hallmark, ont été trouvées sur le siège de la Honda de Moshe Pergament, un collégien que l'agent Anthony Sica venait de tuer par balles à Syosset, dans l'État de New York.

La chasse a commencé quand Pergament, 19 ans, s'est mis a zigzaguer entre voitures et camions sur l'autoroute de Long Island. Sommé par la police d'arrêter, l'étudiant a obtempéré, mais est sorti de voiture en tenant un revolver — un jouet en plastique, devait-il se révéler.

L'agent lui a intimé — hurlé par moments — l'ordre de laisser tomber l'arme. Pargament a refusé et continué de s'approcher : 12 pieds, dix pieds, sept pieds. Le policier a tiré. Trois balles ont, selon le coroner, perforé un poumon, le coeur, le foie, l'estomac et l'intestin. Homicide justifiable, de conclure le coroner.

Mais dans le jargon récent de la criminologie, cela s'appelle aussi « suicide par policier interposé ». Le *Los Angeles Times* de dimanche dernier rendait compte de cet événement à la une, pour signaler que le phénomène, même s'il n'a pas encore fait l'objet d'études formelles à l'échelle des États-Unis, est courant.

Le *Los Angeles Times* cite trois autres cas analogues à celui impliquant l'étudiant Pergament, en Caroline du Nord, en Arizona et dans le Wisconsin.

Personne ne s'était vraiment penché sur la question avant 1996, date à laquelle un policier de Colombie-Britannique du nom de Richard Parent, a découvert qu'à son avis, 10 % des personnes tombées sous les balles de policiers dans cette province de 1980 à 1994 étaient des « suicidés par policiers interposés ».

On a tout de suite mis en doute les chiffres de l'agent Parent, jusq'à ce que le Dr H. Range Hutson, directeur de recherche au Harvard Medical School, se penche sur la question et découvre un score encore plus élevé en Californie. Le médecin a analysé 425 cas d'échanges de coups de feu entre policiers et interpellés dans Los Angeles County entre 1987 et 1997, et a découvert que près d'un cas sur six constituait une tentative de « suicide par policier interposé ».

Dans les cas relevés, les victimes avaient, soit laissé des notes pertinentes, soit avaient préalablement avisé amis ou parents de leur projet, soit avaient carrément pressé les policiers de les tuer. Et certains d'entre eux avaient déjà fait des tentatives de suicide.

Les recherches à cet égard, note le journal, sont d'autant plus difficiles que les policiers ne sont pas particulièrement ouverts aux questions relatives à des situations où ils ont utilisé leur arme. Pour des raisons professionnelles, mais par crainte aussi de poursuites, évidemment.

On se confond en hypothèses sur les raisons conduisant à cette forme de suicide. L'agent Richard Parent pense que dans certains cas, la victime se sent coupable et cherche une sanction qui vienne de personnes en autorité. D'autres détesteraient les policiers au point de vouloir les marquer à vie de cette manière. Certains agiraient ainsi pour des motifs d'ordre religieux, le suicide formel leur étant interdit. Enfin, d'autres le feraient pour la gloriole d'avoir été descendus par « un flic ».

La Presse

Renseignements : 285-7272
Abonnement : 285-6911
Télécopieur pour abonnement : 285-7039
Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h
Rédaction : 285-7070
Promotion : 285-7100

Les petites annonces : 285-7111
Télécopieur : 848-6287
Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30

Décès, remerciements : 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces
Détaillants : 285-6931
National, TéléPlus : 285-7306
Carrières et professions, Nominations : 285-7320

Comptabilité
Grandes annonces : 285-6892
Les petites annonces : 285-6900

La Presse est publiée par: *La Presse, Ltée*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés.
«Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650» Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTERIES

La quotidienne
à trois chiffres : **785**
à quatre chiffres : **3840**
6/49: **5 12 13 15 30 49 Compl. 22**
avec extra: **3 5 0 9 1 7**

INSOLITE

Les brigades du tigre

■ Une brigade spéciale de police vient d'être créée dans l'est de la Russie, qui se consacrera à la protection du tigre de Sibérie, une espèce menacée. Selon les spécialistes, il ne resterait plus qu'environ 400 tigres de cette espèce en Sibérie, et pratiquement plus en Chine et en Corée, en raison du braconnage. Valery Vasilenko, procureur de la Région maritime de Russie, a expliqué que la création de cette brigade était nécessaire pour la protection des tigres, les associations de défense de la nature n'ayant pas les moyens légaux et matériels d'agir contre les braconniers.

DEMAIN DANS LA PRESSE



Enfin une identité!

■ La compagnie Honda ne craint pas de nager à contre-courant. Tandis que la plupart des compagnies boudent les versions coupé de leur berline compacte, cette ingénieuse compagnie fait tout le contraire. En effet, la nouvelle Accord Coupé possède une présentation à part qui la distingue clairement de la berline. À lire demain dans le cahier Auto.

QUESTION DU JOUR

La Presse Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre? Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

Croyez-vous que les policiers ont agi selon les règles de l'art dans l'affaire de l'Île-Bizard?

Selon un sondage CROP-La Presse-TVA, 91 % des électeurs non francophones auraient voté pour le Parti libéral si des élections avaient eu lieu cette semaine. Ce chiffre vous étonne-t-il?

À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 11 %
Non: 89 %

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

Les jeunes et les biotechnologies,une combinaison d'avenir!
Expo-biotech étudiante Connaught
Pour information : (514) 252-3027 #3714
Gouvernement du Québec Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie
Institut de recherche en biotechnologie CNRC·NRC
Société pour la promotion de la science et de la technologie
KPMG
Expo-biotech étudiante CONNAUGHT Student Biotechnology Exhibition
Université McGill, McIntyre Building, 3655, rue Drummond, 5e étage (métro Atwater, autobus 144 ou métro Peel, autobus 107)
Dimanche 3 mai, de 13h à 16h; lundi 4 mai et mardi 5 mai, de 9h à 12h et de 13h à 16h
Ciné-club «Science ou science-fiction?», dimanche 3 mai, de 13h à 16h.
ENTRÉE LIBRE
La Presse
CDLI
UNIVERSITÉ McGill
2628631

La Presse

Le mot du jour

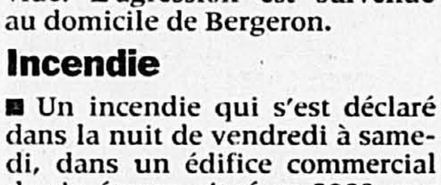
salle de bain(s)

■ Une « pièce comprenant toilettes, baignoire ou douche » est une *salle de bains* et non une *chambre de bains*. On trouve parfois *salle de bain* sans *s* à *bain*, l'usage étant, si l'on peut dire, flottant. Mais le pluriel est préférable. On appelle parfois *salle d'eau* une « pièce où l'on trouve toutes les commodités reliées à l'eau : lavabo, douche, baignoire, etc. ».

Paul Roux

Le Lexique des difficultés du français dans les médias
de l'auteur du Mot du jour
La Presse : (514) 285-7364 / 19,95 $ + taxes

L'EXPRESS DU MATIN



Tentative de meurtre

■ Un homme de 40 ans, Michel Bergeron, alias Katou, a été accusé hier au palais de justice de Montréal de tentative de meurtre, contre un homme de 31 ans qui est tombé d'un balcon situé au 3e étage du 3840, rue Lafontaine, dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. Lorsque policiers et ambulanciers sont arrivés sur les lieux dans la nuit de vendredi, la victime, Sylvain Veillette, baignait dans son sang. L'homme se trouve depuis à l'hôpital dans un état critique. Selon ce que des témoins ont raconté à la police, les deux hommes, qui étaient en état d'ébriété, se disputaient quelques instants avant que l'un d'eux ne passe par-dessus la balustrade du balcon pour plonger dans le vide. L'agression est survenue au domicile de Bergeron.

Incendie

■ Un incendie qui s'est déclaré dans la nuit de vendredi à samedi, dans un édifice commercial de six étages, situé au 3200, rue Saint-Patrick, dans l'ouest de la ville, a été rapidement maîtrisé par les nombreux pompiers dépêchés sur les lieux. Comme l'édifice renferme des teintures industrielles, les pompiers n'ont pris aucun risque pour l'environnement et sont intervenus en grand nombre. Les flammes ont pris naissance dans une section de l'usine qui était en rénovation. Les pompiers ont réussi à limiter les dégâts à cette section de bâtiment. Personne n'a été blessé.

Accident mortel

■ Une grand-mère de 51 ans, Pierrette Therrien, de Saint-Christophe-d'Arthabaska, et son petit-fils, Jonathan Lamarre, 6 ans, sont morts hier matin à Chesterville, dans la région des Bois-Francs, lorsque l'automobile que conduisait la femme est entrée en collision avec une camionnette. La soeur du garçon, une fillette de 4 ans, se trouve dans un état grave à l'hôpital. L'accident s'est produit rue Accueil, à l'intersection de la route 161. Selon la police, la conductrice, qui circulait rue Accueil, n'aurait pas fait son arrêt obligatoire à la croisée de la route 161. La camionnette a alors violemment heurté l'automobile des victimes sur le côté. Un homme et une femme, âgés respectivement de 21 et de 19 ans, étaient à bord de la camionnette. La femme, qui était passagère, a été légèrement blessée, tandis que le chauffeur s'en est tiré indemne.

Voleurs recherchés

■ Deux hommes de 18 ans sont recherchés relativement à un vol par effraction survenu le 3 mars dernier vers 0 h 45, à l'intérieur du 3591, boulevard Gouin Est, à Montréal. Les deux intrus ont été captés sur bande vidéo au moment où ils entraient dans l'édifice à appartements. Ils se sont par la suite rendus au garage, où ils ont volé les roues de deux automobiles. Le premier suspect est un homme de race blanche mesurant 1,70 m. Il est mince et a les cheveux courts. Lors du vol, il portait des vêtements de couleur pâle. Le 2e suspect, mesure 1,72 m, est mince et avait lui aussi des cheveux foncés courts et arborait une moustache. Il portait un coupe-vent foncé. Toute personne possédant des informations sur ce crime ou tout autre crime, est priée de communiquer avec le programme Info-Crime, en composant le 393-1133.

Braqueur arrêté

■ Un braqueur a été arrêté par la police de la CUM hier après-midi, tandis que son comparse court toujours. Vers 14 h 30, les deux hommes, armés d'une carabine, ont fait irruption au marché d'alimentation Métro Chevrefils, avenue Laurier Est, et ont exigé de se faire remettre le contenu de la caisse. Les voleurs ont ensuite pris la fuite en automobile sur l'avenue Laurier. Ils ont été repérés par la police à l'intersection de la rue Dandurand et de la 10e Avenue. Une courte chasse à l'homme s'est alors engagée. La voiture des fuyards a terminé sa course dans une clôture à la suite d'une perte de maîtrise du conducteur. Un des suspects a été appréhendé sur place, tandis que le deuxième a réussi à s'enfuir.

Nouvelle controverse chez les psychologues

ÉRIC TROTTIER

Coincé dans une crise politique qui n'en finit plus, l'Ordre des psychologues du Québec (OPQ) se retrouve une fois de plus dans une gênante controverse : les administrateurs de l'Ordre viennent en effet de décerner le *Prix professionnel 1998*, habituellement remis à un psychologue pour sa contribution exceptionnelle à la profession, aux quatre membres du comité de redressement de la corporation professionnelle, Rose-Marie Charest, Yves Vaugeois, Jean Garneau et Pierre Lefebvre.

Or, Mme Charest est candidate à la présidence de l'OPQ et un des membres de son équipe, Pierre Foucault, faisait partie du comité de sélection qui a choisi les lauréats, a appris *La Presse*. Deuxième hic, Yves Vaugeois, lui-même honoré, faisait également partie du comité de sélection !

« Ces gens-là dénoncent depuis plus d'un an les conflits d'intérêts des anciens administrateurs de l'Ordre. Mais il n'y a jamais eu autant de conflits d'intérêts qu'en ce moment, alors qu'une poignée de personnes se sont attribué le prix le plus prestigieux de notre profession. C'est inadmissible », a déclaré hier le psychologue Martin Courcy, lui-même candidat à la présidence de l'Ordre, en guerre ouverte contre ses adversaires.

Une série de résolutions du bureau réunissant les 24 administrateurs de l'Ordre, dont *La Presse* a obtenu copie, montre bien comment Yves Vaugeois et Pierre Foucault ont eux-mêmes proposé, lors d'une assemblée tenue au mois de février, la nomination du comité de sélection pour le Prix professionnel 1998.

Le 24 avril, le comité formé par MM. Vaugeois et Foucault, ainsi que par Linda Gold-Greenberg, ont annoncé aux administrateurs de l'Ordre leur décision d'accorder le prix aux membres du comité de redressement de l'OPQ, soit à M. Vaugeois, Mme Charest, Jean Garneau (vice-président démissionnaire de l'Ordre) et Pierre Lefebvre, « en reconnaissance de leur implication, de leur dévouement et de leur immense dépense d'énergie au service de l'Ordre », peut-on lire dans le document classé « confidentiel ». L'OPQ prévoit remettre une plaque à chacun lors d'une cérémonie spéciale, au début du mois prochain.

Rappelons que le comité de redressement de l'OPQ avait été mis sur pied l'année dernière à la demande de l'Office des professions qui voulait que cessent certaines pratiques douteuses dans la gestion de la corporation professionnelle des 6500 psychologues du Québec. Le président de l'Office, Robert Diamant, avait notamment dénoncé des cas de conflits d'intérêts et de favoritisme.

Joint par *La Presse*, le président sortant de l'Ordre, Jean-Pierre Deschênes, a dû admettre toutes nos informations, non sans un certain embarras : « Mais c'est arrivé par surprise, à la dernière minute, a-t-il plaidé. Et c'est Mme Greenberg qui a fait la proposition. Et en plus, M. Vaugeois s'est retiré au moment de prendre la décision... »

— Mais il n'en demeure pas moins que, parmi les trois membres du comité de sélection, on retrouve un candidat à l'élection qui fait partie de l'équipe de Mme Charest (lauréat du prix) et Yves Vaugeois (autre gagnant), non ?

— Hmm, oui, a dit M. Deschênes. Mais je vous le demande, quel est l'intérêt de tout ça ?

— Il ne vous est pas venu à l'esprit que certaines personnes pourraient avoir des doutes sur l'honnêteté du processus d'attribution du prix ?

— Pour nous, il s'agissait de reconnaître le travail du comité de redressement, qui marque les changements à l'Ordre. Comme nous adhérons entièrement au travail du comité, et comme nous voulions marquer le changement, il était naturel d'appuyer la proposition.

La Presse a tenté en vain de joindre M. Vaugeois, hier. Quant à Mme Charest, elle ne semblait pas au courant de la nouvelle : « Nous avons remporté le prix 1998, dites-vous ? Je ne suis pas au courant puisqu'on nous a demandé de sortir de la réunion (du 24 avril) quand le sujet est venu sur le tapis », a-t-elle dit.

Les 6500 psys de la province ont leur bulletin de vote entre les mains, en ce moment, et ils doivent les remettre à l'OPQ avant jeudi. Trois candidats s'affrontent pour ces élections : Rose-Marie Charest, Martin Courcy et François Leduc. Mme Charest et M. Leduc se présentent chacun avec leur équipe, tandis que M. Courcy est seul.

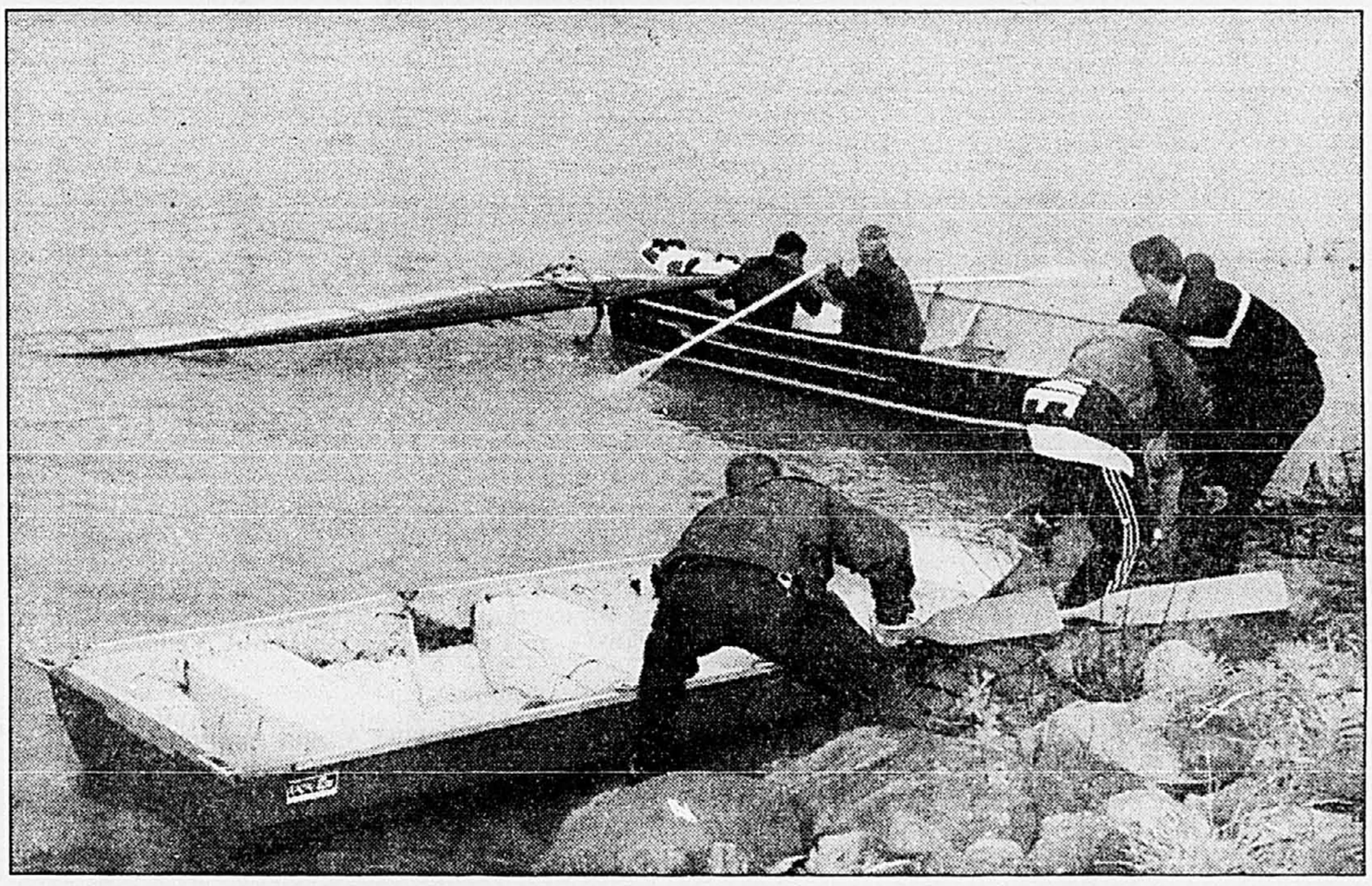


PHOTO MAURICE THIBODEAU, *collaboration spéciale*

Véliplanchiste secouru

Un véliplanchiste âgé d'une vingtaine d'années, François Maillé, qui était en difficulté hier après-midi sur le fleuve Saint-Laurent à la hauteur de Repentigny, a été secouru par Alfred Bouffard, un riverain qui avait remarqué que l'amateur de planche à voile dérivait avec le courant, incapable de revenir vers la rive. C'est en chaloupe que l'homme s'est porté au secours du planchiste exténué.

Malgré le dernier sondage Bourque reste confiant

DENIS ARCAND

Comme il fallait s'y attendre, le maire Bourque a minimisé l'importance du sondage publié hier dans *La Presse*, qui le place troisième dans les intentions de vote, avec un score de 19 %, à peine plus de la moitié des 36 % promis à l'ex-maire Jean Doré et à l'ex-chef de police Jacques Duchesneau.

« Le vrai sondage, il est dans la salle, il y a plus de 300 personnes ici cet après-midi », a lancé le maire en montrant les partisans et citoyens du quartier Nouveau-Rosemont conviés au 13e samedi du maire.

M. Bourque a refusé de commenter le sondage : « Je suis enraciné ici, je livre la marchandise et je vais gagner les élections, a-t-il promis. Je n'ai aucune inquiétude, il n'y a aucun problème. »

Il a cependant donné un coup de matraque partisan à M. Duchesneau : « Son programme, c'est celui de Vision Montréal réchauffé. »

Il a rappelé qu'il vient de garantir des économies de 160 millions et une paix sociale de trois ans avec les syndicats : « Et la dette de Montréal est réduite. N'oubliez pas que ce sont les propriétaires qui votent le plus lors d'élections municipales. »

Étonnamment, le conseiller municipal Jacques Charbonneau — qui a quitté Vision Montréal avec la cohorte des révoltés de Blue Bonnets — se trouvait dans la salle au début du dîner-conférence de son ancien patron. Il est parti juste après les petits sandwichs et la salade aux patates, avant le discours de M. Bourque.

« Je suis ici pour remercier le maire de ce qu'il a fait pour le quartier », a dit M. Charbonneau. Lorsqu'on lui a demandé s'il allait rentrer au bercail de Vision Montréal, il a répondu : « Pas pour le moment. »

Il lui reste encore tout l'été...

M. Bourque, qui aime travailler les fins de semaine, a fait une annonce hier : après les samedis du maire, Vision Montréal lancera dans un mois... les dimanches du maire.

« C'est un nouveau concept. Le maire va continuer de se rapprocher des contribuables, qui fréquentent beaucoup les parcs durant la belle saison », a dit le maire Bourque, qui parle souvent de lui à la troisième personne du singulier.

« Il y aura des activités de midi à 16 h, une tente, avec une petite scène, du maquillage pour les enfants, des danseurs et de la nourriture des communautés culturelles... »

— Pensez-vous avoir du mal à obtenir les permis municipaux ? lui a-t-on demandé.

— Non, non, c'est déjà fait.

Qui sait ? Après les samedis et les dimanches du maire, pourquoi pas les lundis aussi ?

En attendant, Vision Montréal est sur le pied de guerre. Les meubles doivent entrer dès demain au quartier général électoral, au coin d'Amherst et de René-Lévesque.

Le maire a présenté un nouveau candidat dans Maisonneuve, l'imprimeur Richer Dompierre, qui n'avait pas l'air de s'en faire non plus du sondage d'hier. « Écoutez, je ne dis pas que M. Bourque est Dieu le père, mais il reste que les résultats sont là pour Montréal. Et dans le quartier, ici, il a fait une sacrée bonne job. »

M. Dompierre tentera de reprendre Maisonneuve, un district que Vision Montréal avait gagné lors des dernières élections, mais qui est passé à l'opposition lorsque la conseillère Nathalie Malépart est partie en claquant la porte, avec un des premiers groupes de transfuges. On raconte qu'elle fait actuellement l'objet d'une opération charme de l'ex-chef Duchesneau et du parti Nouveau Montréal.

Adolescent disparu depuis une semaine

RAYMOND GERVAIS

Les recherches pour retrouver Samuel Maynard, un adolescent de 16 ans disparu il y a une semaine à Lambton, dans les Canton de l'Est, ont été abandonnées en fin de journée vendredi par la Sûreté du Québec.

Depuis sa mystérieuse disparition, près de 200 personnes, policiers et bénévoles, ont ratissé le secteur où Samuel Maynard, qui habite Saint-Martin-de-Beauce, a été vu pour la dernière fois, mais sans succès. Les recherches en forêt, en bordure des routes et de la rivière Sauvage, qui coule non loin du lieu de sa disparition, n'ont pas révélé le moindre indice pouvant aider les policiers à élucider le mystère.

Vendredi, en désespoir de cause, après avoir utilisé un hélicoptère muni d'un appareil de détection thermique et avoir littéralement quadrillé le secteur, des plongeurs de la SQ ont scruté les alentours du vieux pont de fer, dans le secteur de la rivière Sauvage.

L'adolescent a été vu pour la dernière fois vers 23 h samedi dernier, dans un bar de Lambton où il s'était rendu avec des amis. Ne se sentant pas bien, il avait dit à ses copains qu'il attendrait leur retour dans la fourgonnette du père d'un des jeunes. Lorsque ses amis sont sortis, l'adolescent n'était plus là. On n'a pas retrouvé de note et selon des informations obtenues par la SQ auprès de ses parents, Samuel n'a pas le profil d'un fugueur ou d'un suicidaire.

Toutefois, comme les policiers ne possèdent aucun indice, toutes les hypothèses doivent être étudiées, soit la fugue, la noyade à la suite d'un malaise, le suicide et même l'enlèvement.

Vendredi, pas moins de 150 bénévoles, dont des jeunes provenant de diverses écoles de la région, ont participé avec une cinquantaine d'agents de la SQ aux recherches.

Celles-ci pourraient toutefois reprendre au début de la semaine, selon les développements de l'enquête policière. Si l'adolescent s'est noyé, son cadavre pourrait remonter à la surface cette semaine avec le réchauffement de l'eau.

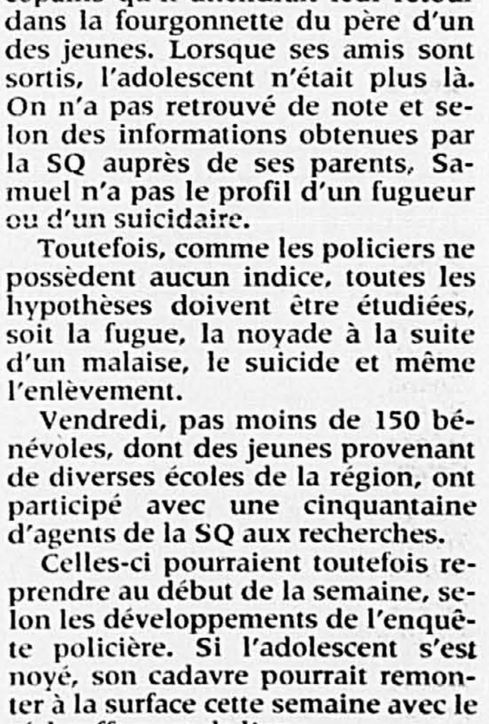
Chapleau est le meilleur

Le caricaturiste de *La Presse*, Serge Chapleau, a obtenu hier soir le Grand Prix national de la caricature, pour l'année 1997, lors du gala dévoilant les noms des gagnants du Concours canadien de journalisme qui se déroulait à Toronto, devant une foule record de plus 500 gens du métier, journalistes et éditeurs.

Le jury a reconnu dans les caricatures de Chapleau « le meilleur travail dans sa catégorie au niveau national ».

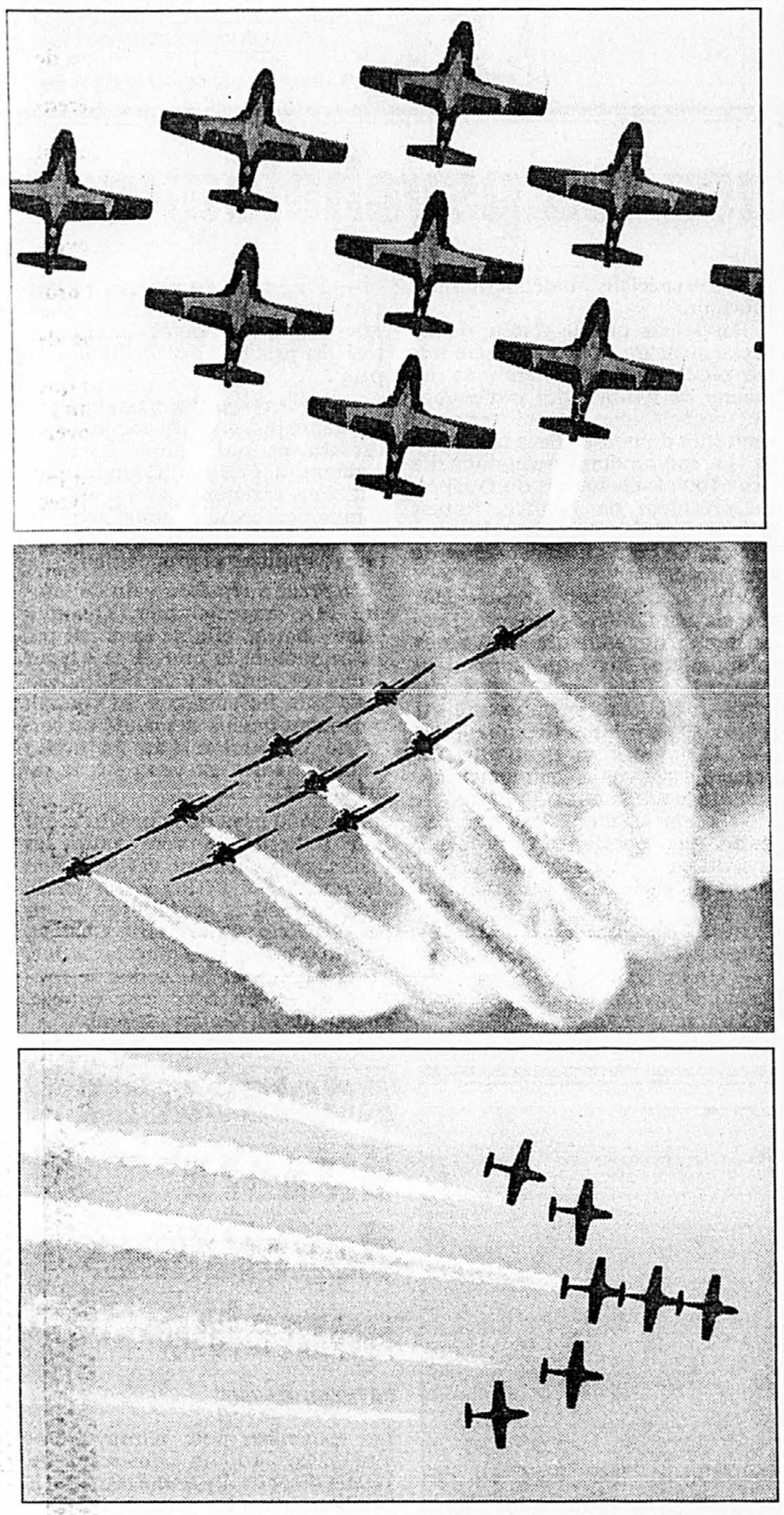
Deux autres caricaturistes de réputation, Brian Gable du *Globe and Mail* et Malcolm Mayes, du *Edmonton Journal*, étaient sur les rangs.

Le caricaturiste de *La Presse* s'est distingué avec une caricature publiée dans le numéro du 3 septembre 1997 de *La Presse* qui disait : 300 Algériens observent une minute de silence à la mémoire de Lady Di.



Serge Chapleau

Des oiseaux pas ordinaires



Tout le long des 20 minutes de leur spectacle, les neuf pilotes des Snowbirds multiplient les cabrioles aux commandes de leurs Tutor, traçant dans le ciel des arabesques colorées.

Les acrobates du ciel seront à Mirabel les 16 et 17 mai

JEAN-FRANÇOIS BÉGIN
MOOSE JAW, Saskatchewan

Qu'ils volent en formation serrée, leurs ailes distantes de trois ou quatre pieds à peine, ou qu'ils se lancent dans d'audacieux face-à-face à plus de 300 milles à l'heure, les Snowbirds ont depuis longtemps démontré qu'ils ne sont pas des oiseaux ordinaires.

Histoire de voir ce qui fait la popularité de cet escadron « aérobatique » des Forces armées canadiennes — que l'on pourra voir à Mirabel les 16 et 17 mai — *La Presse* a récemment fait une visite-éclair à la base aérienne de Moose Jaw, dans le sud de la Saskatchewan, où les Snowbirds s'entraînent depuis leurs débuts, en 1971.

Et pour voir, on a vu. Manoeuvrant dans un ciel sans nuage, à des vitesses variant entre 140 et 350 noeuds (260 à 650 km/h), les neuf pilotes ont habilement enchaîné chandelles, loopings et tonneaux — faisant parfois frémir les observateurs, aux pieds pourtant bien calés dans le sol uniformément plat de la zone d'entraînement...

Mais l'apparente facilité du ballet aérien des Snowbirds n'est qu'un leurre. « Vous seriez surpris de voir la somme de travail que l'on doit accomplir dans le cockpit, affirme Derek Miller, 28 ans, pilote de l'avion numéro trois. Quand on atterrit, on est vidés et complètement trempés, parce qu'on a dû maintenir constamment une pression de 20 à 50 livres sur le manche pour préserver la stabilité de l'avion. »

Un entraînement rigoureux

En fait, derrière les cascades vertigineuses se cache un programme d'entraînement rigoureux qui ne laisse aucune place à l'improvisation — et qui sert de prélude à une saison ponctuée cette année de 66 spectacles dans 45 villes du Canada et des États-Unis, entre le début du mois de mai et la mi-octobre.

La formation bleu-blanc-rouge compte neuf avions. Neuf pilotes, donc, plus deux qui assument des tâches administratives et veillent à l'animation lors des spectacles. Âgés de 28 ou 29 ans en moyenne, tous ont le grade de capitaine, sauf le leader de la formation, le major Darryl Shyiak.

Tous les ans, quatre nouveaux pilotes sont choisis à l'issue de deux semaines de qualifications intensives, immédiatement après la saison de spectacles. La formation est donc toujours composée d'un mélange de recrues et de jeunes vétérans. Car, c'est la règle, personne ne passe plus de deux ans chez les Snowbirds.

La préparation du spectacle, qui commence dès que la sélection des pilotes est terminée, se fait progressivement. « Tu ne fais jamais quoi que ce soit tant que tu ne sens pas à l'aise pour le faire, explique Derek Miller. C'est une approche par étapes : on commence en formations de deux ou trois appareils, puis de quatre, de cinq, jusqu'à ce qu'on puisse voler en formation complète. »

De novembre à la fin avril, les pilotes s'envolent deux fois par jour, cinq jours par semaine, répétant leur numéro d'une vingtaine de minutes, qui varie légèrement d'année en année. Au sol, un des mécaniciens filme toutes leurs performances, qui sont ensuite décortiquées lors d'une séance de *debriefing*, immédiatement après l'atterrissage. « Ça peut être dur pour l'ego, mais les remarques sont toujours constructives », fait remarquer le capitaine Miller.

Plusieurs membres actuels des Snowbirds ont succombé très jeune aux charmes de cette équipe d'acrobates du ciel. C'est le cas d'Emmanuel Manu Bélanger, 26 ans, un des coordonnateurs de l'escadron et un des rares francophones, qui a grandi dans la région de Québec. « J'habitais à côté de l'aéroport à Sainte-Foy et j'allais au spectacle aérien tous les ans, se souvient-il. Dès l'âge de 12 ans, j'avais un poster des Snowbirds sur le mur de ma chambre. »

Pour les Forces armées canadiennes, les Snowbirds sont en effet l'outil de relations publique par excellence. À travers eux, ce sont les idéaux du service militaire — travail d'équipe, professionnalisme et dévouement — que l'on souhaite promouvoir. « Notre travail avec les Snowbirds, c'est 95 % de relations publiques et 5 % de vol, commente Derek Miller. Notre raison d'être, c'est le recrutement. »

Les exploits des pilotes ne doivent par ailleurs pas faire oublier ceux des mécaniciens qui les accompagnent, eux aussi choisis pour deux ans. « En 27 ans, les Snowbirds n'ont jamais manqué une performance à cause d'un bris mécanique », souligne non sans fierté le chef mécanicien, le caporal-chef Marco Asselin. Les mécaniciens ne chôment pas, ajoute-t-il, car les appareils, des monomoteurs CT-114 Tutor, les mêmes qu'on utilise dans les cours de pilotage des Forces armées, sont apparus il y a plus de 35 ans. « Ils ont toujours des petits bobos », dit-il.

Malgré leur âge, les avions sont fiables et le demeureront pour une quinzaine d'années, nuance toutefois le caporal-chef Asselin. En 27 ans, cinq appareils se sont écrasés, causant la mort de trois pilotes. Le dernier *crash* mortel s'est produit en 1989, à Toronto.

Mais ce ne sont pas ces souvenirs malheureux qui vont arrêter les pilotes. « Comme j'ai coutume de dire, la vie commence aux limites du confort », conclut Derek Miller.

La Presse était invitée à Moose Jaw par la Fondation aéronautique de Montréal, organisatrice du Spectacle aérien de Montréal.



Les mécaniciens des Snowbirds se font une gloire de souligner qu'en 27 ans d'histoire, jamais un spectacle de l'escadron n'a dû être annulé à cause d'un problème technique.



« Notre travail, c'est 95 % de relations publiques et 5 % de vol, indique Derek Miller, pilote de l'avion numéro trois. Notre raison d'être, c'est le recrutement. »

PHOTOS ROBERT MAILLOUX, La Presse

Le trois fait le mois



Stéphane Laporte

collaboration spéciale

Nous sommes le trois du mois. Et comme tous les mois, une chose est sûre et certaine : je vais entendre durant la journée quelqu'un dire *« Le trois fait le mois »*. C'est inévitable. Cela viendra peut-être de la bouche d'un animateur de radio, d'un chauffeur de taxi, de ma conjointe ou même de moi. On n'y échappe pas. C'est ainsi. Lorsque l'humain ne sait pas quoi dire, il dit des proverbes. C'est plus fort que lui. Ça le démange.

Il ne se passe pas une journée sans qu'un politicien, un entraîneur de hockey ou un philosophe de tribune téléphonique ne ponctue ses propos de quelques bons vieux dictons apprêtés à leur façon. Ça donne ces sages réflexions : *« Il faut laver son linge sale par les deux bouts »*, *« À cheval donné, on ne regarde pas un évêque »*, *« Un tien vaut mieux que deux lièvres à la fois »*, *« C'est en forgeant qu'on devient cordonnier »*, *« Il ne faut pas être plus catholique que César »*, *« Qui va à la chasse revient au galop »*, *« Qui sème le vent n'amasse pas mousse »*, *« Les murs affamés n'ont pas d'oreilles »*, *« Il n'y a pas de fumée sans casser des oeufs »*, *« La vérité sort de la couche des enfants »*. Des énoncés profonds. Dans le sens de creux.

Le pire, c'est que vous et moi abusons aussi des proverbes. Sans même nous en rendre compte. Supposons que votre nouvelle flamme vous rejoint au restaurant une demi-heure plus tard que prévu, vous allez lui dire pour qu'elle se sente bien à l'aise : *« Mieux vaut tard que jamais ! »* C'est sûr. Si plus tard, rendu à votre appartement, la nouvelle flamme s'étonne devant la taille lilliputienne de votre appendice sexuel, vous allez lui dire pour la rassurer : *« Dans les petits pots, les meilleurs onguents ! »* C'est certain. Si le lendemain, vous appelez votre meilleur ami en pleurant parce que la nouvelle flamme, déçue de votre onguent, vous a quitté pour toujours, il va vous dire pour vous remonter le moral : *« Une de perdue, dix de retrouvées »*. C'est inévitable.

Nous sommes tous des Jean Perron de la vie, commentant chacun de nos gestes à grands coups de proverbes. Toujours les mêmes. Qui reviennent jour après jour, du trois du mois d'avril au trois du mois de mai au trois du mois de juin... Ainsi de suite. Plus ça change, plus c'est pareil. Ça aussi, c'est un proverbe ! Et j'ai même pas fait exprès.

À l'aube de l'an 2000, il est plus que temps que l'humanité renouvelle son stock de proverbes. Inventons-nous de nouveaux dictons qui nous permettront de meubler les silences du XXIe siècle. Voici un bouquet de nouveaux proverbes tout frais :

Après la pluie, vient le baseball.

Il ne faut pas vendre la peau de l'ours à Brigitte Bardot.

L'appétit vient en mangeant, la pizza vient en l'appelant.

C'est l'intention qui compte assistée de Gretzky.

L'amour rend aveugle, mais le mariage rend la vue.

Il ne faut jamais dire *« Fontaine, je ne boirai pas de ton eau »* à moins d'être au Mexique !

Le malheur des uns fait le bonheur de Claire Lamarche.

Ventre affamé n'a pas d'oreilles de crisse.

La modération a bien meilleur goût que le Harfang des neiges.

L'habit ne fait pas le moine mais ça le cache.

Quand on habite une maison de verre, ça coûte cher de Windex !

Si partir, c'est mourir un peu, mourir, c'est partir beaucoup.

On a souvent besoin d'un plus petit que soi, sauf si c'est Guy Chevrette.

Il ne faut pas mettre la charrue devant les boeufs, parce qu'ils risquent de vous donner une contravention.

Les absents ont toujours tort sauf à un match des Expos.

Chat échaudé craint les restaurants chinois.

Rien ne sert de courir, il faut partir du *Point*. (proverbe de Jean-François Lépine)

Vaut mieux être riche et joueur de hockey que pauvre avec l'hépatite C. (proverbe de Jean Chrétien)

Tant qu'il y a de la vie, il y a des référendums. (proverbe de Lucien Bouchard)

Il faut battre le fer pendant qu'on est chaud. (proverbe de Jacques Parizeau)

Les derniers seront les derniers. (proverbe de Felipe Alou)

La fin justifie les joueurs moyens. (proverbe de Claude Brochu)

À beau mentir qui vient d'Ottawa. (proverbe de Jean Charest)

Jamais deux sans stagiaire. (proverbe de Bill Clinton)

Il ne faut pas avoir le ventre plus gros que les yeux. (proverbe de Jean-Luc Mongrain)

Qui aime bien, chante-t-il bien ? (proverbe de Michel Louvain)

Les paroles s'envolent, les écrits restent invendus. (proverbe des éditeurs de livres québécois)

La foi peut déplacer des montagnes, mais elle a de la misère à tasser Jagr devant le net. (proverbe d'Alain Vigneault)

Il ne faut pas remettre à demain ce qu'on... ah pis j'vous dirai la suite demain !

Sur ce, je vous souhaite un bon dimanche. N'oubliez pas, le trois fait le mois mais le cinq le défait si le six a une petite barre en dessous...

■■■

Les Expos attirent tellement peu de spectateurs que ce n'est pas dans un nouveau stade qu'ils devraient déménager, mais à la Licorne.

Fondaction réalise ses deux premiers investissements

MIVILLE TREMBLAY

Grâce à la performance exceptionnelle de son gestionnaire d'obligations et malgré des dépenses de démarrage relativement élevées, le Fondaction de la CSN a dégagé un rendement de 9,89 % en 1997, contre 10,86 % en 1996.

Toutefois, les gouvernements n'accordent pas d'avantages fiscaux aux fonds de travailleurs pour qu'ils placent tous leurs capitaux dans les obligations d'État, mais pour investir au moins 60 % de leur actif moyen de l'année précédente dans des entreprises.

Fondaction, après deux ans d'existence, a donc annoncé ses deux premiers investissements : 500 000 $ dans l'usine de crevettes de Matane, établissement qui répond aux normes européennes et que Clearwater voulait fermer ; et une garantie de prêt de 100 000 $ à Plateforme CPT, entreprise d'insertion de la région de Québec qui fabrique des tapis à base de caoutchouc recyclé.

Hier, à l'occasion de l'assemblée annuelle des actionnaires, le président du conseil de Fondaction et président de la CSN, Gérald Larose, a soutenu que de « confier ses fonds pour la retraite à des tiers, sans garder une véritable prise sur la finalité de l'entreprise, c'est leur donner notre pouvoir économique, c'est confier notre avenir aux autres ».

Le PDG de Fondaction, Léopold Beaulieu, a dit qu'« il est nécessaire de s'assurer que la richesse créée ici ne soit pas pompée par le capital spéculatif étranger et que la dette québécoise devienne vulnérable aux fluctuations des marchés étrangers ».

N'empêche que Fondaction a fait ses choux gras de la fluctuation des taux d'intérêt sur les obligations du Québec, grâce aux habiles opérations de Carmand Normand, président d'Addenda Capital, la firme qui l'an dernier a géré 94 % de l'actif.

M. Normand a obtenu un rendement spectaculaire de 16,41 %, soit 6,78 % de plus que les 9,6 % l'indice Univers de Scotia Capital Markets, qui indique le rendement de l'ensemble du marché obligataire canadien. À titre de comparaison, la Caisse a dégagé 11,2 %, une performance relative jugée très bonne pour les obligations.

À la fin de l'exercice, le 31 décembre dernier, l'actif de Fondaction atteignait 42,7 millions, — y compris une participation de 10 millions provenant de Québec, contre 12,8 millions en 1996. Cet actif atteint aujourd'hui 50 millions.

Le Fonds de solidarité de la FTQ, qui en est à sa quinzième année d'existence, est beaucoup plus gros avec son actif de 2,5 milliard. Son exercice financier se terminera le 30 juin. D'ici l'an 2000, M. Beaulieu vise un actif de 100 millions et des investissements dans 75 à 100 entreprises totalisant 50 millions. L'étude des projets d'investissement en entreprises débute et une douzaine de dossiers sont examinés. M. Larose précise que Fondaction privilégie les sociétés qui ont une philosophie de gestion participative et un souci pour l'environnement. Les placements dans les coopératives et les organisations à but non lucratif se feront par l'entremise de fonds spécialisés.

Les frais de gestion ont été de 8,7 % de l'actif l'an dernier et devraient se situer entre 3 et 4 % cette année.



PHOTO BERNARD BRAULT *La Presse*

Un dernier hommage

L'ex-premier ministre du Canada, Brian Mulroney, André Desmarais, président du conseil d'administration de *La Presse* et Paul Desmarais, président du comité exécutif de Power Corporation, ont rendu hier, à la basilique Saint-Patrick de Montréal, un dernier hommage à Arthur Frank Knowles, ex-président de Power Corp, qui s'est éteint mercredi à l'âge de 75 ans. M. Knowles était reconnu pour ses grandes compétences comme administrateur et avait contribué grandement à l'essor de la Financière Power.

Suicide en direct : les télés de Los Angeles font leur mea culpa

Associated Press
LOS ANGELES

Les hélicoptères des chaînes de télévision de Los Angeles tournoient au-dessus du camion arrêté sur le bas-côté d'une bretelle de l'autoroute. Depuis près d'une heure, les caméras ne lâchent pas cet homme qui, à deux reprises, est sorti de son véhicule pour dérouler une banderole critiquant une organisation médicale, « Vivez libre, aimez en sécurité ou mourez .»

Et puis tout s'accélère. Un incendie se déclare à l'intérieur du camion. Daniel V. Jones enlève ses vêtements en flammes, se dirige vers la rambarde et fait mine de sauter. Il se ravise, sort un pistolet et se tue.

C'est trop tard. La scène a été retransmise en direct sur plusieurs chaînes, dont certaines avaient interrompu les dessins animés de l'après-midi pour rejoindre l'autoroute. L'image de cet homme qui se faisait littéralement exploser la cervelle est ainsi venue s'intercaler en plein milieu d'émissions pour enfants.

Devant l'indignation des téléspectateurs, plusieurs chaînes ont présenté vendredi leurs excuses à l'antenne, sans parvenir à apaiser la polémique.

« Dès que j'ai vu l'arme sortir de l'arrière du camion j'ai hurlé au pilote de l'hélicoptère « Va-t-en, va-t-en !, mais il n'a pas pu partir aussi vite que je l'aurais voulu », se défend Jeff Wald, le directeur de l'information de KTKA.

KTKA diffusait elle aussi un dessin animé quand elle a commencé à retransmettre ce qui se passait sur l'autoroute cet après-midi-là. Elle a seulement fait précéder l'interruption d'un écran avertissant du changement. Jeff Wald se justifie en expliquant que l'événement valait d'être retransmis en direct, mais il a reconnu que beaucoup de téléspectateurs avaient appelé la chaîne pour se plaindre, dont sa femme...

Certains font tout de même valoir la valeur d'enseignement de ce dérapage. « C'est un événement qui fait réfléchir (...) et ce n'était pas la première fois que nous couvrions une information urgente qui avait une fin tragique », rappelle le directeur des informations de la chaîne KCAL Dennis Herzig.

« Après chaque événement, et donc après ce qui s'est passé hier soir, chaque membre de la rédaction à Los Angeles s'arrête pour réfléchir à ce que nous faisons », a-t-il expliqué.

« Et on engrange cette expérience et le reste des connaissances, et la prochaine fois que l'on part en reportage, on s'appuie sur ce savoir .»

Malgré la polémique, la mort de Daniel V. Jones a peu de chances de faire changer les méthodes de la télévision américaine.

Des perroquets d'origine mexicaine rentrent au pays

Agence France-Presse
VANCOUVER

Quatorze perroquets « Amazone » élevés dans un sanctuaire pour oiseaux de Colombie-Britannique vont repartir au Mexique, la terre de leurs ancêtres, aux termes du premier accord du genre intervenu entre le Canada et le Mexique, indique le *Vancouver Sun*.

La plupart des perroquets sont nés en captivité dans le sanctuaire pour oiseaux de Kelowna, un ayant été saisi par la police il y a six mois dans le cadre d'une opération d'importation illégale.

Le Service de protection de la vie sauvage doit transférer dans les prochains jours les perroquets à Vancouver, d'où ils seront transportés par avion à Mexico.

Le Mexique s'est félicité que ces perroquets puissent permettre d'accroître le nombre de spécimens de cette espèce en danger.

loto-québec résultats

Lotto 6/49 — Tirage du 98-05-02

5 12 13 15 30 49

Numéro complémentaire: 22

Québec 49 — Tirage du 98-05-02

7 18 19 24 33 49

Numéro complémentaire: 38

GAGNANTS		LOTS
6 / 6	0	1 000 000,00 $
5 / 6+	0	50 000,00 $
5 / 6	17	500,00 $
4 / 6	1 245	50,00 $
3 / 6	21 797	5,00 $

Ventes totales: 569 337,50 $
Prochain gros lot (approx.): 1 000 000,00 $

Banco — Tirage du 98-05-02

3 7 8 9 10
12 14 21 32 35
37 39 42 43 44
55 58 62 65 67

La Quotidienne — Tirage du 98-05-02

3 4
785 3840

Extra Vendredi — Tirage du 98-05-01

NUMÉRO: 149835

Extra Samedi — Tirage du 98-05-02

NUMÉRO: 350917

Super 7 — Tirage du 98-05-01

5 10 15 17 27 28 32

Numéro complémentaire: 2

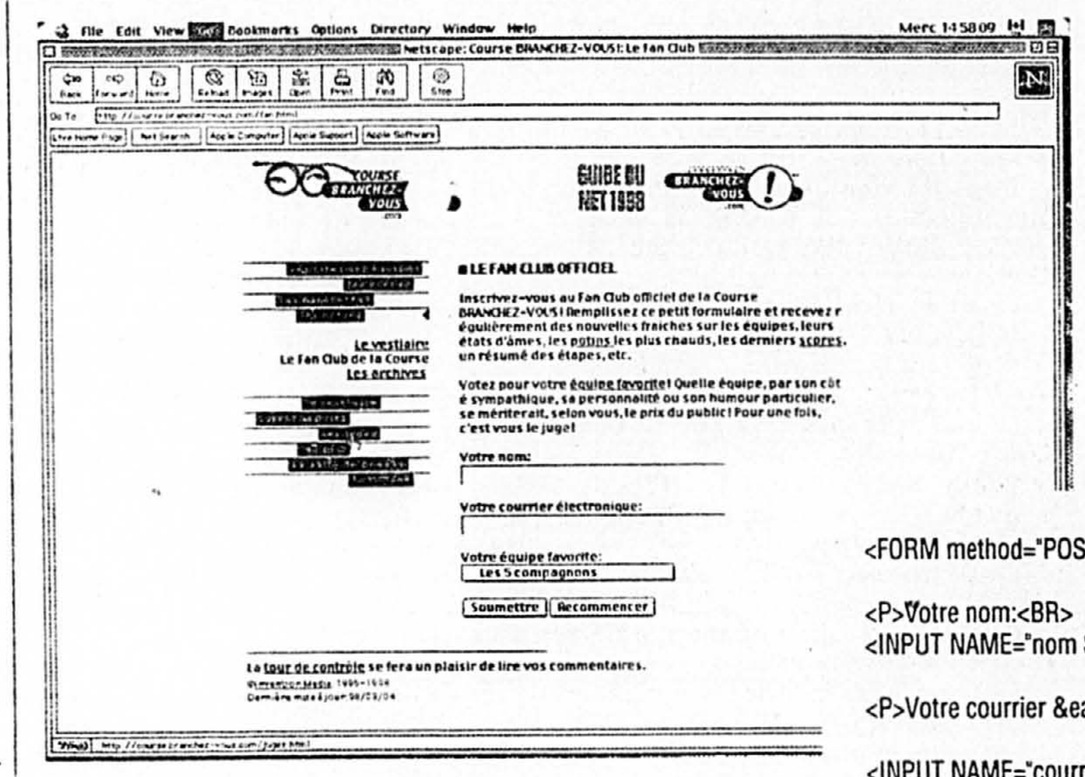
Ventes totales: 6 562 152,00 $
Prochain gros lot (approx.): 4 000 000,00 $

GAGNANTS		LOTS
7 / 7	0	2 500 000,00 $
6 / 7+	0	116 332,80 $
6 / 7	38	2 678,70 $
5 / 7	2 770	131,20 $
4 / 7	56 575	10,00 $
3 / 7+	51 675	10,00 $
3 / 7	462 564	partic. grat.

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Le modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Votre page Web de A à Z




```
<FORM method="POST" action="mailto:moncourrier@électronique.com">

<P>Votre nom:<BR>
<INPUT NAME="nom SIZE="32" MAXLENGTH="60" TYPE="text"></P>

<P>Votre courrier &eacute;lectronique:<BR>

<INPUT NAME="courrier" SIZE="32" MAXLENGTH="60" TYPE="text">
</P> Page1


<P><INPUT NAME="name" TYPE="submit" VALUE="Soumettre">
<INPUT NAME="name" TYPE="reset" VALUE="Recommencer"></P>

</FORM>
```

Infographie *La Presse*

Une page Web intelligente !

KATAYFA PHANTAVONG
collaboration spéciale

Une belle page Web, c'est bien. Mais une page interactive, c'est mieux ! Elle devient du coup plus intéressante parce que l'intérêt du visiteur est éveillé. C'est ici qu'arrivent les scripts, le java, le DHTML et autres sigles apparemment indéchiffrables...

Vous avez amélioré votre site personnel ? Du moins c'est ce que vous pensez ! Vous voulez vraiment savoir ce que les gens pensent de votre site ? Ajoutez donc un formulaire de style « sondage ».

Un formulaire (comme celui présenté dans cette page) commence par une balise <FORM> et finit naturellement par </FORM>. Dans cette balise, deux options nous intéressent : METHOD et ACTION. L'option METHOD peut avoir notamment comme valeur POST ou GET. L'option ACTION désigne la méthode utilisée pour traiter les données, (on peut utiliser un CGI, un ASP, un script Java ou VB). Il y a plusieurs façon de traiter les données, entrer dans les détails serait trop long : inscrivez votre adresse électronique dans ce champ.

Les entrées du formulaire utilisent la balise <INPUT>. L'option TYPE définit le type d'entrée. Par exemple, un champ de saisie de texte court utilise une balise avec « TEXT » comme valeur pour TYPE. Quelques options deviennent nécessaires selon la valeur que vous donnez à TYPE. Il faut de plus placer un bouton qui permettra de confirmer toutes les entrées du formulaire. La ligne de code de ce que nous venons de décrire sera :
<INPUT TYPE= « SUBMIT VALUE= « OK »>

Créer un CGI ou utiliser un CGI ?

Les CGI (abréviation de Common Gateway Interface) sont la plupart du temps réalisés en Perl, un langage de scriptage sous Unix, et en C ou C++.Mais la création d'un CGI n'est pas limitée à ces langages et on a ainsi vu l'apparition de CGI en Visual Basic. Comme vous pouvez le voir, il faut savoir programmer pour pouvoir créer un CGI, ce qui ne vous empêche pas de les utiliser si vous en disposez. Demandez à l'administrateur de votre pourvoyeur de services Internet. La plupart des fournisseurs d'accès Internet au Québec ne permettent pas l'utilisation de CGI venant de l'abonné. Les autres vont vous permettre d'utiliser un des CGI qu'ils mettent à votre service. Les plus communs servent de compteurs ou de modules pour traiter vos formulaires.

Trouvant qu'un formulaire et un CGI n'étaient pas assez interactifs, des gens inventèrent le JavaScript. Contrairement au Java qui est un langage orienté objet, le JavaScript est seulement un langage basé sur des objets, puisqu'il ne permet pas la création de classes et donc d'objets. Le JavaScript avec la balise <LAYER> est la pierre angulaire du DHTML sous Netscape. Le DHTML (Dynamic HTML) permet de créer des pages vraiment interactives à la façon des cédéroms multimédias sans *plug-ins* comme Macromedia Shockwave ou Flash. Le JavaScript permet plusieurs choses. Mais on s'intéresse ici aux formulaires. Les scripts écrits en JavaScript permettent de traiter l'information quand on ajoute l'option NAME aux balises. Ils deviennent de cette facon des objets utilisables par le script.

Fanatique de Basic comme on le sait, Bill Gates décida de copier l'initiative JavaScipt et créa VBScript. Le VBScript fait à peu près les mêmes choses que JavaScript.

Toutes ces choses demandent une certaine expertise, mais il est bon d'ensavoir quelques rudiments...

COURSE. BRANCHEZ-VOUS ! .com MC

Les chroniques de « Votre page Web de A à Z » sont présentées dans le cadre de la Course BRANCHEZ-VOUS ! une compétition sur Internet qui amène les participants à créer et animer un site Web pendant quatre mois sur le thème : « Les métiers du XXIe siècle ! ». Cette année, neuf équipes formées d'étudiants du niveau collégial de tout le Canada, prennent part à la compétition.

Parlons Web

DHTML
Dynamic Hyper Text Markup Language. Une variante du HTML qui donneplus de vie à une page Web.

Java
Langage inventé pour une utilisation universelle sur toutes les plates-formes informatiques.

Visual Basic
Langage de programmation basé sur un vieux langage nommé BASIC qui servait surtout à l'apprentissage de la programmation, en version graphique.

Où aller

Un exemple de DHTML sur le site du HTML de l'Outaouais
http://www.coll-outao.qc.ca/course/

DevEdge Online (JavaScript, Java, Netscape DHTML...)
http://developer.netscape.com/tech/index.html

Site Builder Network (Microsoft DHTML, ASP, Scripplets...)
http://www.microsoft.com/sitebuilder/

ActiveServerPages (ASP)
http://www.activeserverpages.com/

The Common Gateway Interface (CGI et formulaires)
http://hoohoo.ncsa.uiuc.edu/cgi/

FONDATION YWCA de Montréal

Femmes de mérite

LA FONDATION YWCA DE MONTRÉAL FÉLICITE LES

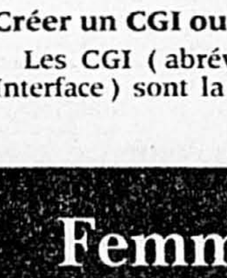
FEMMES DE MÉRITE 1998

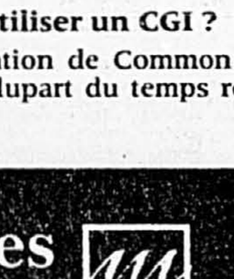
Le Concours *Femmes de mérite* tient à rendre hommage à ces femmes de la région métropolitaine qui se sont distinguées dans leur domaine par leurs réalisations personnelles, leur engagement social et leur contribution à l'avancement des femmes.

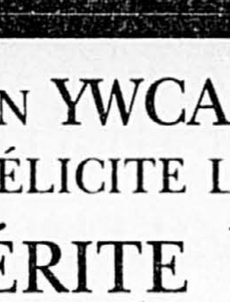
Leurs actions individuelles servent de modèles et se font l'écho de la mission de la YWCA de Montréal.

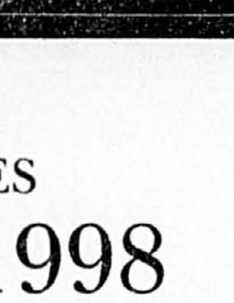
La cinquième édition du Gala *Femmes de mérite* a été rendue possible grâce à la généreuse participation de ses commanditaires. Nous les remercions sincèrement.

LES LAURÉATES 1998

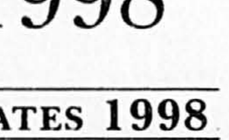

SHREL MULAY
AVANCEMENT DE LA FEMME
(BANQUE DE MONTRÉAL)


YVETTE PAUZÉ
ARTS ET CULTURE
(IMASCO)


AGATHE PLAMONDON
AFFAIRES, PROFESSIONS ET ENTREPRENEURSHIP
(CHÂTELAINE)


MICHAELLE JEAN
COMMUNICATIONS
(BANQUE ROYALE DU CANADA)


DINA M. LAVOIE
ÉDUCATION
(HYDRO-QUÉBEC)


HÉLÈNE DENONCOURT
SANTÉ
(FORD DU CANADA)


AGURA BIZZARI
SERVICES PUBLICS ET COMMUNAUTAIRES
(CN)

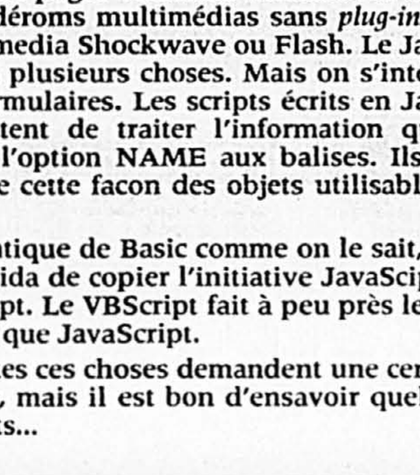
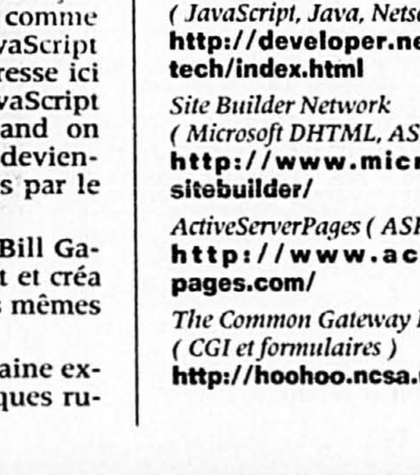

ABBY LIPPMAN
SCIENCES ET TECHNOLOGIE
(BELL)


NATHALIE LAMBERT
SPORTS ET CONDITIONNEMENT PHYSIQUE
(TROPICANA)


JOYA BALFOUR
JEUNE FEMME DE MÉRITE
(BANQUE CIBC)

Imasco Châtelaine Banque Royale du Canada
Banque de Montréal CIBC
Hydro Québec Bell CN
Ford Tropicana
La Presse

Célébrités...

50e ANNIVERSAIRE
Monsieur Roger Fortin et Madame Gertrude (Ouimet) Fortin, domiciliés à Anjou, rue Des Roseraies, ont célébré leur 50e anniversaire de mariage le 1er mai 1998.
Félicitations pour votre grande réussite d'un mariage exemplaire et pour nous avoir fait partager votre belle vie d'amour.
De toute la famille, enfants et petits-enfants.



50e ANNIVERSAIRE
Il y a cinquante ans, le 1er mai 1948, Jeannine Déry et Léo Dubrûle unissaient leur destinée à Montréal. Deux enfants (Marie-Andrée et Jean) sont issus de cette union ponctuée de joies et d'épreuves mais remplie d'amour, de tendresse et surtout d'un extraordinaire don d'eux-mêmes. Félicitations!

Composer le 285-6999 ou 285-7274

La Presse

Appels interurbains sans frais : 1 800 361-5013

2632665

EN BREF

Le tirage grimpe

■ Sept des 10 principaux quotidiens américains ont vu leurs tirages augmenter au cours des six derniers mois, selon le Bureau de vérification des tirages. La plus forte hausse est celle de *USA Today*, en progression de 3,2 % en octobre-mars par rapport à la même période un an auparavant, avec 1,72 million d'exemplaires. Les autres journaux en hausse sont le *New York Times*, le *Los Angeles Times*, le *Daily News* (New York), *Newsday* (New York), le *Houston Chronicle* et le *Chicago Sun-Times*. Mais trois seulement dépassent une hausse de 0,6 %.

Un hydroglisseur heurte une épave

■ Un hydroglisseur transportant 244 personnes à bord a heurté hier ce qui semble être l'épave d'un bateau alors qu'il reliait Hong Kong à Macao. Cent dix passagers et cinq membres d'équipage ont été blessés, selon les autorités. Celles-ci n'ont pas précisé la gravité des blessures occasionnées lors de l'accident survenu au large de l'île de Lantau qui abrite le nouvel aéroport international de Hong Kong. Alors que certains ont été évacués par hélicoptère, la radio hongkongaise a précisé qu'il y avait quatre blessés graves.

Test réussi

■ Un Boeing 747 de la compagnie de Hong Kong Cathay Pacific a effectué hier le premier essai — réussi — d'atterrissage d'un gros porteur au nouvel aéroport de Hong Kong. Ce nouvel aéroport, dont la construction a coûté plus de 20 milliards de dollars et qui fonctionnera 24 heures sur 24, sera inauguré le 6 juillet. Il sera capable d'accueillir au départ 35 millions de passagers par an et, à terme, 87 millions par an. Situé dans l'île de Chek Lap Kok, il remplacera l'actuel aéroport international de Kai Tak, situé sur la péninsule de Kowloon, non loin du centre-ville.

Trois semaines d'écart

■ Michael et Kenneth Abbott sont frères jumeaux, mais ils fêteront leur anniversaire avec trois semaines d'écart. Michael est né le 9 avril, et Kenneth n'est venu au monde que jeudi à la Clinique universitaire d'Irvine (Californie). Le Dr Manuel Porto, directeur de l'unité grossesses à risque de la clinique, explique ce délai exceptionnellement long par le traitement reçu par la mère des deux garçons, Lori Abbott, pour éviter la naissance de bébés trop prématurés et augmenter leurs chances de survie. Cette femme de 35 ans a en effet ressenti ses premières contractions après seulement 24 semaines de grossesse. Né dix jours après, Michael pesait seulement 730 grammes. Trois semaines plus tard, Kenneth, 915 grammes, arrivait à son tour. Malgré leur très faible poids, les deux bébés se portent bien.

Ministre volé

■ Peut-être les voleurs l'ignoraient-ils, mais ils ont réussi à cambrioler la voiture du chef de toutes les polices de la République tchèque : le ministre de l'Intérieur. « Je n'ai fait que subir ce que beaucoup d'autres avaient subi avant moi », a commenté, résigné, le ministre Cyril Svoboda. Le cambriolage a eu lieu jeudi soir dans une rue du centre de Prague. Les voleurs ont forcé les portes de la voiture officielle du ministre et ont dérobé l'autoradio, le lecteur de CD et la roue de secours. M. Svoboda a cependant eu plus de chance que son prédécesseur Jan Ruml — dont la voiture avait été volée en 1993.

La Course d'Yves-Christian Fournier

Un cinéaste engagé qui voulait voir ailleurs s'il y était

CHARLES GRANDMONT

Yves-Christian Fournier est peut-être en train de boucler un tour du monde de cinq mois, mais ne lui demandez surtout pas s'il fait beau à Djakarta.

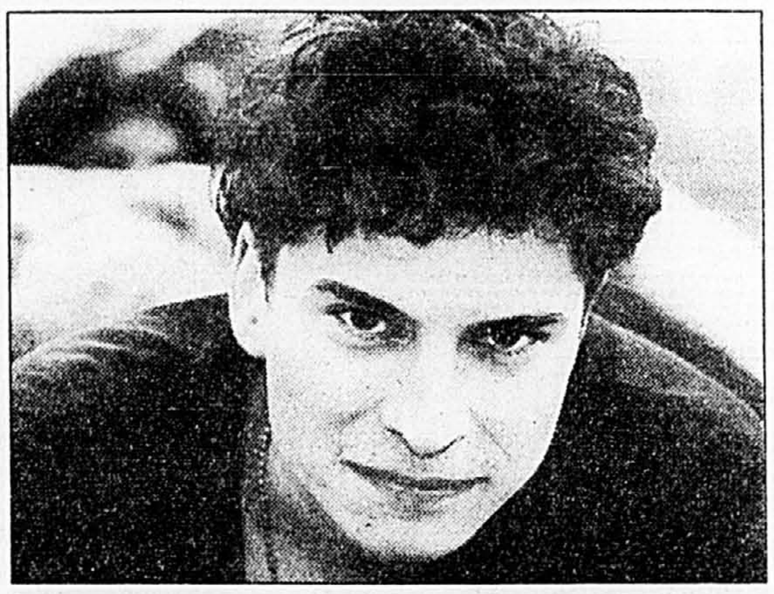
De ses films, il pourrait discuter pendant des heures. Mais pour savoir ce qu'il fait entre deux nuits de montage, il faudra repasser.

« Je ne suis pas là pour voyager, je suis là pour faire de la création », établit-il d'entrée de jeu.

La plupart des êtres de 24 ans normalement constitués n'auraient pas assez d'yeux pour voir tout ce qu'un tel voyage recèle de merveilles. À cet égard, Yves-Christian est vraiment l'exception qui confirme la règle. « Je n'ai pas de misère à m'enfermer dans ma chambre d'hôtel pour travailler parce que l'aspect voyage est vraiment secondaire », dit-il, quelques heures avant de quitter l'Indonésie pour terminer sa Course au Japon.

Bien sûr, quand il croise un couple d'amoureux en safari au coeur de l'Afrique, il aimerait bien que sa copine apparaisse à ses côtés. « Je m'arrangerai pour repartir avec elle une fois que tout ça sera fini », dit-il, comme si de telles aventures pouvaient se vivre chaque semaine.

Diplômé en cinéma de l'Université du Québec à Montréal, Yves-Christian est une bête de travail intraitable, encore assez jeune pour croire que tout est possible, mais



« La Course, c'est encore plus dur que mon service militaire », avoue Yves-Christian Fournier.

assez vieux pour ne plus se conter d'histoires. « Si je me suis entêté pendant quatre ans à présenter mon dossier à la Course, c'est parce que je voulais vérifier l'adage « quand on veut, on peut ». »

Jusqu'à présent, le proverbe n'a pas menti et ce jeune cinéaste engagé mène une Course sans compromis, au risque de dérouter son lot de téléspectateurs avec des films pas toujours faciles.

« Quand je suis parti de Montréal, je me suis dit que je ne ferais pas la Course comme un vendu, comme un gars qui est tombé sous la pression du show. Je voulais faire des films expérimentaux qui marchent peut-être moins bien, mais qui sont plus trippants à faire. »

« Pour comprendre mes films, il faut les regarder deux ou trois fois. Quand les gens regardent la télévision, ils ne voient que le premier niveau, alors que moi je travaille au deuxième et troisième niveaux. »

Dès le début de son voyage, il a essayé d'oublier la pression venant des studios de Montréal. Celle qu'il se mettait lui-même sur les épaules lui suffisait amplement.

« J'ai décroché du rythme de la Course parce qu'il est futile », dit celui qui accumule des retards depuis qu'il a mis à la poubelle un film sur la catastrophe de Bhopal, en Inde. « Je n'apportais rien de nouveau sur le sujet », s'excuse-t-il.

Ses cinq ans de service militaire dans les forces de réserve de l'armée canadienne lui ont forgé une discipline de fer et l'ont préparé à visiter des coins de la planète parmi les moins confortables.

En établissant son itinéraire l'été dernier, cet ancien fantassin qui déteste la guerre a inclus des pays torturés comme le Liban ou l'Ouganda pour le simple fait de pouvoir se balader en zone de guerre.

« J'avais comme objectif d'être très dur physiquement avec moi-même et je voulais me foutre dans la merde juste pour voir à quel point c'était inutile de le faire. »

Malgré son esprit de bravade, Yves-Christian concède qu'il en a bavé un coup. « La Course, c'est encore plus dur que mon service militaire ! Tu n'as pas idée des souffrances qu'on endure sur le plan créatif, en plus des problèmes bureaucratiques qui nous tombent dessus. Par contre, quand tu réussis à passer au travers, la satisfaction esthétique est merveilleuse. »

De retour au Québec, une fois qu'il aura repris son boulot d'assistant monteur, Yves-Christian prévoit qu'il sera un peu plus calme. « Je voulais faire la Course parce qu'il fallait que je me prouve quelque chose. Je pense que j'étais aveuglé par le syndrome du jeune prodige. J'avais besoin de partir pour revenir et prendre conscience de ce que j'avais. »

Maintenant qu'il est rassasié, il pourra passer à son prochain défi, des plus modestes encore une fois : devenir réalisateur de cinéma !

LA FIÈVRE Jeep MD



395 $* PAR MOIS
Location, terme de 36 mois.
Comptant initial de 3 650 $.
Taxe sur le climatiseur, transport et préparation inclus.

JEEP GRAND CHEROKEE LAREDO 1998 4X4
Ensemble 26E + GEG + LSA : • Système de sécurité antivol • Moteur 6 cylindres de 4 litres • Transmission automatique à 4 rapports • Freins à disque et antiblocage aux 4 roues • Select-Trac MD, à mode 4 roues motrices permanent • Climatiseur • Lève-glaces et verrouillage électriques • Volant inclinable gainé de cuir • Régulateur de vitesse • Radio-cassette AM/FM stéréo • Roues en aluminium • Porte-bagages au toit • Console au plancher • Filet à bagages • Télédéverrouillage • Glaces teintées en verre pare-soleil • Deux sacs gonflables



TJ SE 1998 4X4
Ensemble 23R** : • Moteur de 2,5 litres • Transmission manuelle à 5 rapports • Capote rigide et capote souple • Marchepieds latéraux • Deux sacs gonflables • Command-Trac MD, à mode 4 roues motrices temporaire • Suspension Quadra-Coil MC • Arceau sport • Roues stylisées de 15 po • Radio-cassette AM/FM stéréo • Console au plancher • Moquette au plancher • Direction assistée
20 998 $***



JEEP CHEROKEE SPORT 1998 2 PORTES
Ensemble 26J + GAF + TBB + WJW : • Deux sacs gonflables • Moteur 4 litres de 190 chevaux • Transmission automatique à 4 rapports • Command-Trac MD, à mode 4 roues motrices temporaire • Console au plancher • Radio-cassette AM/FM stéréo • Climatiseur et glaces teintées foncées • Roues en aluminium • Porte-bagages au toit • Volant inclinable gainé de cuir • Ensemble éclairage • Lève-glaces et verrouillage électriques • Télédéverrouillage • Pneu de secours, pleines dimensions
295 $* PAR MOIS
Location, terme de 36 mois. Comptant initial de 2 900 $.
Taxe sur le climatiseur, transport et préparation inclus.

CHRYSLER Dodge Camions Dodge | CHRYSLER Plymouth Jeep | Eagle | Jeep Eagle
Association publicitaire des concessionnaires Chrysler inc.
* Tarif mensuel établi d'après la description du véhicule ci-haut. Comptant initial ou échange équivalent, immatriculation, assurances et taxes en sus. Sous réserve de l'approbation de Crédit Chrysler Canada Ltée. Le premier versement et un dépôt de sécurité seront exigés. Location pour usage personnel. Rachat non requis. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 61 200 km, au taux de 9 ¢ le km. ** Prix établi d'après un modèle 1998, avec l'ensemble 23R + ADG + AEM + CLC + MRJ + TRN. Transport (700 $), immatriculation, taxes et assurances en sus.
Rabais du fabricant inclus. Offre d'une durée limitée. Chez les concessionnaires participants. Le concessionnaire peut vendre/louer à un prix moindre et avoir à commander.
CHRYSLER
Programme d'aide pour handicapés physiques
Remise additionnelle de 750 $ à l'intention des diplômé(e)s
Tous les détails chez le concessionnaire
www.chryslercanada.ca

Gaétan Boucher et son fils, porte-parole des enfants asthmatiques

Gaétan Boucher et son fils Marc-Antoine, 10 ans, ont accepté l'invitation de l'Association pulmonaire du Québec et sont devenus les nouveaux porte-parole du concours de dessin pour enfants asthmatiques intitulé "C'est quoi ton asthme?" " Comme Marc-Antoine est lui-même asthmatique, je comprends ce qu'un jeune asthmatique peut ressentir ", de déclarer Gaétan Boucher. Le concours " C'est quoi ton asthme " se tient dans toutes les écoles primaires du Québec depuis maintenant 7 ans et vise, entre autres, à démystifier l'asthme par l'éducation. L'Association pulmonaire du Québec tient à remercier le commanditaire de l'événement, la compagnie Brault & Martineau qui y investira plus de 15 000 $ au cours des deux prochaines années.



M. Gaétan Boucher, Marc-Antoine Boucher, porte-parole, M. Robert Gauthier, vice-président des opérations Brault & Martineau et M. Jocelyn Cormier, directeur général par intérim, Association pulmonaire du Québec

Politique

Les Acadiens reprennent le pouvoir au N.-B.

ANDRÉ PÉPIN
SAINT-JEAN, N.-B.

Comme prévu, c'est l'Acadien Camille Thériault qui a été choisi hier à Saint-Jean pour devenir immédiatement le successeur de Frank McKenna à la tête du Nouveau-Brunswick. Il veut se battre, comme francophone issu d'un milieu minoritaire, à défendre l'unité du pays.



PHOTO PC

CamilleThériault a reçu plus de 55 % des appuis dès le premier tour du scrutin.

Thériault a reçu quelque 55 % des appuis. Une victoire décisive. La seule surprise du congrès libéral, c'est que son adversaire anglophone, Greg Byrne, qui partait loin derrière dans les sondages, est arrivé deuxième avec 26 %. L'autre Acadien dans la course, Bernard Richard, que tous les observateurs voyaient comme un adversaire acharné, n'a récolté que 17 % des votes.

Camille Thériault a maintenant la voie libre, s'il réussit à faire réélire son gouvernement, pour répéter l'exploit de Louis Robichaud, un autre Acadien qui avait surpris tout le Canada en 1960, en dirigeant les troupes libérales au pouvoir.

« En tant que premier ministre, je me ferai le champion de la promotion des droits des minorités et je consentirai des efforts inouïs pour que le Canada entre dans le prochain siècle uni, avec confiance et sérénité », a déclaré le nouveau premier ministre.

« Nous avons montré, au cours des dernières années, qu'en y mettant beaucoup d'efforts, beaucoup de persévérance, nous pouvons gagner sur la scène internationale », a-t-il ajouté, soulignant plusieurs succès de l'ancien premier ministre Frank McKenna. Thériault s'engage, avec le slogan *Un élan du coeur*, à humaniser l'appareil gouvernemental. Il veut diriger autrement que son prédécesseur, à qui l'on a souvent reproché des politiques trop austères. Légalement, Thériault peut encore rester au pouvoir deux ans avant de déclencher des élections.

La question de l'unité nationale est particulièrement préoccupante au Nouveau-Brunswick. La peur de voir le Québec se séparer est viscérale chez la plupart des citoyens. Rappelons à ce sujet que Frank McKenna a été l'instigateur de nombreux débats dans ce dossier. Il a notamment travaillé à forger la fameuse proposition de Calgary. Thériault lui emboîte maintenant le pas. Le problème du nouveau premier ministre est qu'il n'est pas connu au Canada. M. Thériault n'a que 43 ans, mais il montre déjà une longue feuille de route en politique, ayant été de tous les gouvernements de M. McKenna depuis 1986. Son père, Norbert Thériault, a été ministre provincial, puis sénateur. Le nouveau premier ministre est un Acadien pure laine, né à Baie-Sainte-Anne, parfaitement bilingue, détenteur d'un baccalauréat en sciences sociales, avec une spécialité en sciences politiques.

Malgré sa popularité certaine à l'échelle nationale, Frank McKenna ne laisse cependant pas une tâche facile à Camille Thériault. Le taux de chômage dépasse toujours les 10 %, le système d'éducation pose des problèmes d'organisation dans différentes régions, avec de nombreuses fermetures d'écoles, notamment dans les milieux francophones, comme on l'a vu l'an dernier dans la Péninsule acadienne, où des émeutes ont éclaté. Le gouvernement a dû reculer et donner raison aux citoyens.

Durant le congrès de la fin de semaine, de beaux chargements de homard nouveau débarquaient sur les quais de la baie des Chaleurs, dans le nord-est, mais en même temps, trois usines de transformation mettaient à pied 600 personnes. Le homard, dorénavant, comme le crabe d'ailleurs, sera transformé dans le Sud, à Moncton, où l'activité économique est plus bourdonnante. La situation demeure donc explosive dans la Péninsule.

Les autochtones de la province, par ailleurs, désireux de couper du bois sur les terres de la Couronne, se voient interdire cet accès et menacent d'affronter la police.

Un débat orageux se poursuit également concernant l'imposition projetée d'un péage sur une nouvelle autoroute que l'on entreprend de construire entre Fredericton et Moncton. Au cours des derniers jours, à l'approche du congrès, le gouvernement a mis ce projet d'imposition sur la glace.

Les services de santé sont également débordés. On manque de médecins partout, impossible de trouver des omnipraticiens. Les places sont rares dans les hôpitaux et les centres pour personnes âgées. L'ancien gouvernement McKenna voulait forcer les aînés à vendre leurs propriétés avant d'entrer en foyer d'accueil, mais Camille Thériault, hier, dans son discours, a promis d'abandonner ce projet qui terrorisait littéralement les personnes âgées.

C'est dans ce contexte que Camille Thériault prend la direction du Nouveau-Brunswick.

Trois nouveaux prisonniers politiques cubains arrivent

Agence France-Presse

Trois nouveaux prisonniers politiques cubains arriveront demain soir à Toronto, a fait savoir hier un porte-parole du ministère de l'Immigration.

Ces troix nouveaux prisonniers s'ajoutent aux 14 déjà libérés et envoyés au Canada le mois dernier, 12 le 7 avril et deux à peu près une semaine plus tard, a précisé René Mercier.

Il a indiqué aussi qu'ils ne faisaient pas partie de la liste de quatre personnes — arrêtées l'an dernier — présentée au début de la semaine par le premier ministre Jean Chrétien aux autorités cubaines, lors d'un voyage éclair dans l'île. « Ce sont de nouveaux cas que le gouvernement cubain a accepté de libérer », a dit M. Mercier.

M. Mercier n'a pas voulu révéler l'identité des trois personnes libérées, mais Ismael Sambra, écrivain dissident exilé au Canada depuis un an, a indiqué à l'AFP que son fils Guillermo, emprisonné depuis cinq ans pour menées subversives, était du nombre des détenus envoyés en exil.

Selon M. Sambra, son fils, âgé de 27 ans et technicien en réfrigération, arriverait avec son épouse Miriam Bressler et leur fille de 5 ans.

D'après M. Sambra, Esperanza Micaela Atencio, l'épouse d'un des Cubains arrivés à Toronto le 7 avril, Pedro Marcelino de La Rosa Guerra, serait également au nombre des trois exilés. Elle avait participé avec son mari à une tentative avortée de vol d'un bateau pour partir à Miami, en 1992.

Samedi, dans une interview à *La Presse*, M. Chrétien avait émis l'espoir que dans un tout proche avenir Fidel Castro décide de « laisser partir certains prisonniers » ou de « permettre à certaines personnes d'émigrer ». « Il va peut-être signer la déclaration des Nations-unies sur les droits économiques, sociaux et culturels, j'ai insisté sur ce geste-là », a dit encore M. Chrétien.

M. Chrétien, rentré mardi d'un voyage de deux jours à la Havane, a estimé aussi que si les Américains lèvent leur embargo contre Cuba, « le changement viendra rapidement ».

Selon le premier ministre, « Cuba normalisé » pourrait en effet attirer quatre millions de touristes de plus. « Amenez quatre millions de visiteurs avec des dollars américains, ce ne sera plus le même Cuba, c'est inévitable », a affirmé M. Chrétien au journal québécois.

Québec et Ottawa s'entendent sur le saumon de la Côte-Nord

Presse Canadienne
QUÉBEC

Le gouvernement du Québec et celui d'Ottawa ont annoncé hier un programme de rachat volontaire des derniers permis de pêche commerciale au saumon sur la Basse Côte-Nord.

Le ministre de l'Environnement et de la Faune du Québec et ministre responsable de la Côte-Nord, Paul Bégin, ainsi que le secrétaire d'État responsable de Développement économique Canada, Martin Cauchon, en ont fait l'annonce officielle lors du congrès de la Fédération québécoise pour le saumon atlantique (FQSA) dans un hôtel de Québec.

Le projet de 1,4 million $ vise le rachat volontaire des 87 permis de pêche commerciale sur le territoire entre Natashquan et Blanc-Sablon. Le Bureau fédéral de développement régional assure une contribution de 700 000 $, 350 000 $ proviennent du gouvernement du Québec et une somme additionnelle de 350 000 $ sera versée par Hydro-Québec.

Selon le ministre Bégin, « si tous les pêcheurs commerciaux concernés décidaient de se prévaloir de ce programme, cela se traduirait par un retour d'environ 12 000 saumons de plus dans nos rivières, soit autant que le total de prises sportives enregistrées annuellement ces dernières années pour l'ensemble du Québec ». M. Bégin croit que l'impact sera immédiat, alors que cela prendrait plusieurs années avec d'autres moyens comme l'ensemencement, qui coûtent également plus cher.

L'abandon de la pêche commerciale améliorerait la remonte des saumons dans les différentes rivières de la Côte-Nord et de la Gaspésie, favorisant ainsi le développement de la pêche sportive qui génère des millions en retombées économiques annuelles. En effet, on estime que 30 % des prises, soit 3600 saumons supplémentaires, généreraient des retombées de deux millions $ de plus.

La centaine de membres de la FQSA présents au congrès ont reçu favorablement ce programme, réservant même une ovation aux représentants gouvernementaux. L'automne dernier, la fédération représentant 1500 saumoniers avait déploré la saison de pêche dramatique de 1997, en dépit des ensemencements massifs des dernières années.

La FQSA rapportait en effet, dans son magazine « Salmo Salar », que les prises de saumon atlantique, tous types de pêche confondues, s'étaient chiffrées à 290 tonnes dans l'est du Canada, contre 1559 tonnes en 1986. Pierre Tremblay, commissaire canadien auprès de l'Organisation pour la conservation du saumon de l'Atlantique Nord, y indiquait que, si la tendance se maintient, le saumon pourrait devenir une espèce menacée.

Plus tôt ce printemps, la rumeur courrait comme quoi les politiciens et les biologistes favorisaient la graciation obligatoire, c'est-à-dire de relâcher vivants à l'eau les gros saumons géniteurs pris sportivement à la mouche artificielle. Cependant, les gouvernements ont plutôt opté pour le rachat volontaire des permis commerciaux.

Cette décision s'inscrit dans la foulée des mesures prises antérieurement par les deux paliers de gouvernement, dont le rachat des permis entre la rivière Saguenay et Natashquan en 1993 et 1994. Le gouvernement fédéral avait également fermé en 1997 la pêche commerciale de saumon dans la zone du territoire de Belle Isle au Labrador et racheté les 13 permis existants dans cette région.

M. Bégin a affirmé que cette mesure « va permettre d'assurer la pérennité de la ressource, tout en optimisant les retombée économiques liées à la pêche sportive au Québec ». Selon le ministre, ce programme permettra à la Côte-Nord de demeurer une destination privilégiée pour les pêcheurs sportifs du saumon.

M. Cauchon a précisé que les gouvernements du Canada et du Québec intervenaient à cause d'obligations à caractère économique et pour répondre aux exigences internationales.

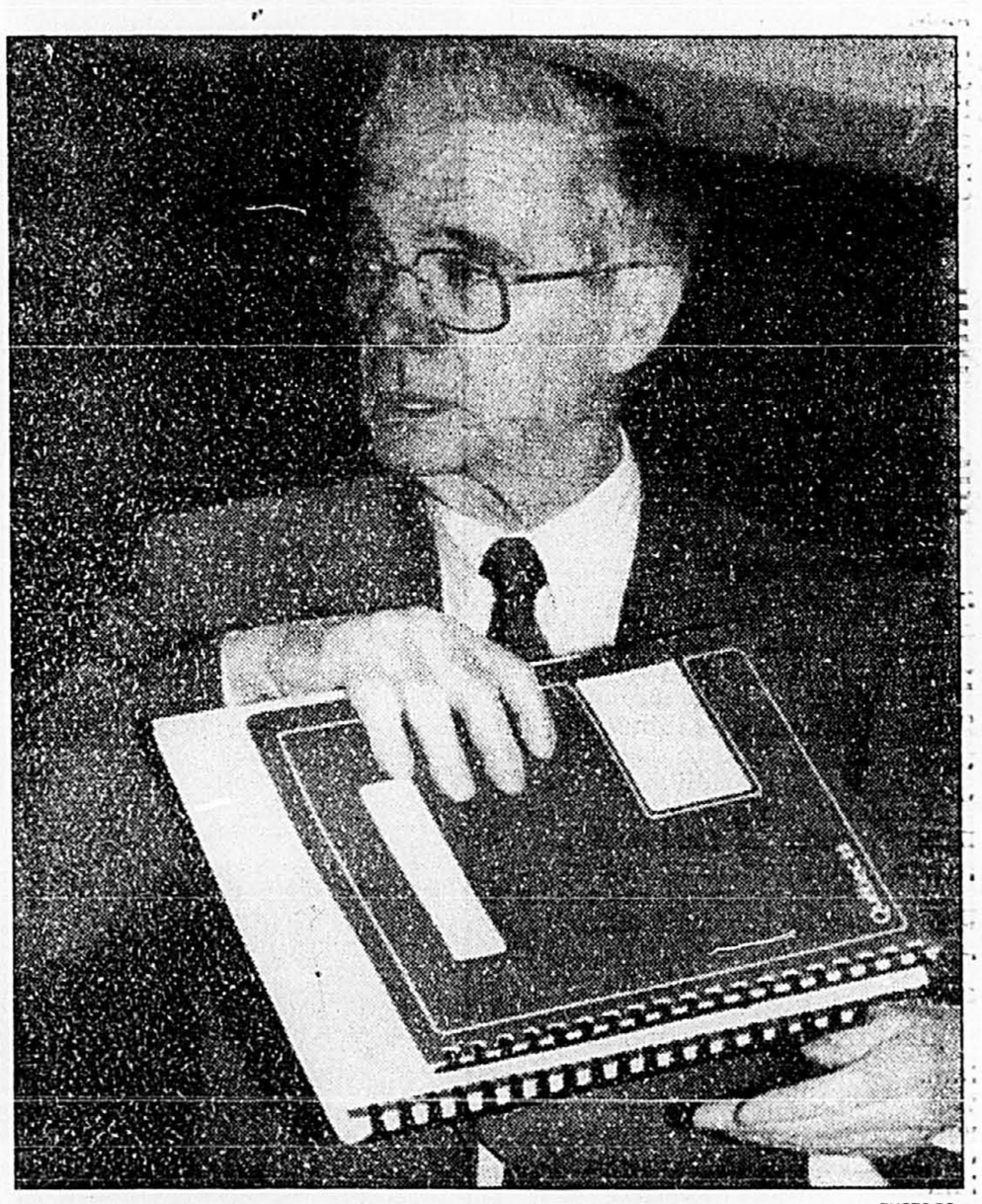


PHOTO PC

M. Robert De Coster photographié ici en 1991.

Robert De Coster meurt des suites d'une longue maladie

RAYMOND GERVAIS

Robert De Coster, haut fonctionnaire à la retraite du gouvernement québécois, qui a été sous-ministre de l'Industrie et du Commerce dans les années soixante-dix, et à qui le gouvernement a confié plusieurs mandats, est mort à Québec le 30 avril, à l'âge de 79 ans, des suites d'une longue maladie.

M. De Coster a piloté le groupe de travail chargé d'établir la Régie des rentes du Québec et la Régie de l'assurance automobile du Québec.

À la suite de la tuerie de Polytechnique, il avait été chargé par Québec d'analyser le travail des policiers de la Communauté urbaine de Montréal et d'Urgences Santé. Il avait alors fait différentes recommandations qui n'avaient pas nécessairement été prisées par les organismes visés.

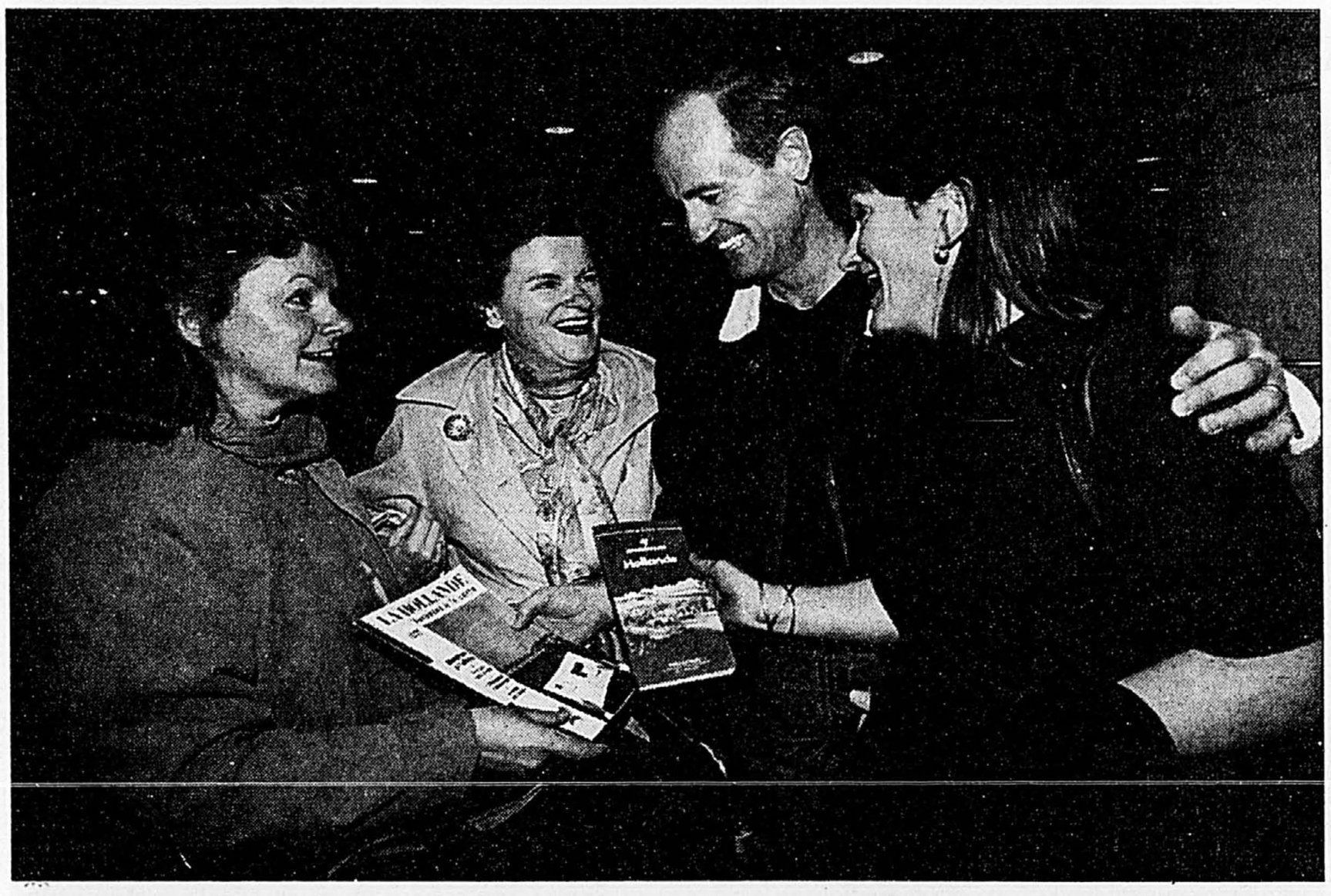
L'auteur du rapport avait conclu que 16 mois après la tragédie de l'École polytechnique de Montréal, la répétition d'un tel événement donnerait lieu au même cafouillis et que la réponse des services de santé serait tout aussi déficiente.

« Les policiers de la CUM investiraient les lieux plus rapidement. Mais pour le reste, ce serait la même chose », avait déclaré le haut fonctionnaire. Le rapport attaquait à la fois les ambulanciers et le ministère de la Santé.

M. De Coster, alors sous-ministre, faisait partie du groupe très sélect des cinq principaux mandarins du Québec.

Il a aussi été président de Sidbec-Dosco et président de la Régie de l'assurance automobile du Québec. Plus récemment, il a été président honoraire du conseil d'administration du Centre hospitalier de l'Université Laval, à Québec.

Comptable de formation, il a aussi été vice-président de la Caisse de dépôt et placement, président du comité interministériel pour la réforme de la fonction publique. Il a également assuré la présidence du Royal Trust.



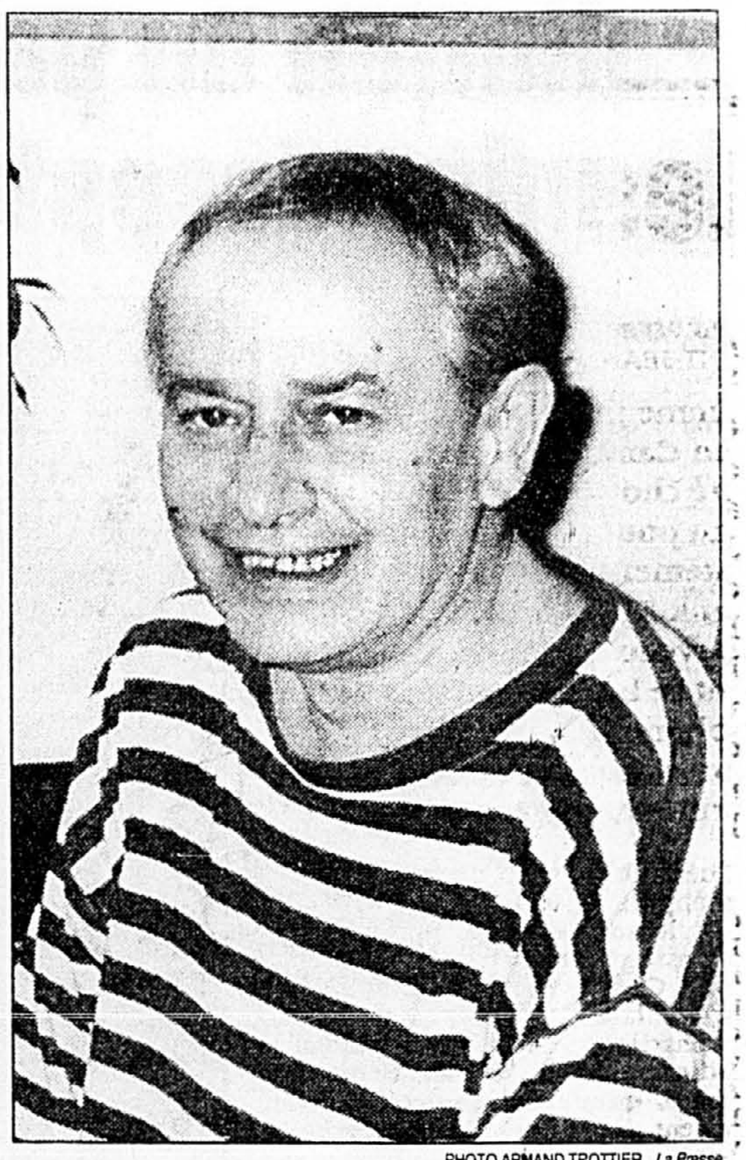


PHOTO ARMAND TROTTIER, *La Presse*

Les Pelletier, Lise-Solange, Odette, Gilles et Roselyne se sont envolés vendredi soir de l'aéroport de Dorval pour aller retrouver aux Pays-Bas leur demi-frère Tom van den Boorn, alias William Pelletier (à droite), un enfant de la guerre né en 1946 après le départ des soldats canadiens. Un autre enfant de la famille Pelletier, Daniel, n'a pu se rendre aux Pays-Bas, où une station de télévision a invité les Pelletier pour un séjour d'une semaine.

Une famille québécoise va retrouver aux Pays-Bas un demi-frère né à la fin de la Deuxième Guerre

FRANÇOIS BERGER

Quand William s'est annoncé, l'an dernier, ça été un choc pour la famille Pelletier, qui se trouvait tout d'un coup grossie d'un sixième enfant... déjà âgé de 51 ans !

William est néerlandais, mais son père biologique est un Canadien français du Nouveau-Brunswick qui a combattu en Europe à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Enfant illégitime donné en adoption par sa jeune mère néerlandaise, William s'est acharné pendant 34 ans dans la recherche de ses parents biologiques. Il a fini l'été dernier par retracer ses racines canadiennes et a contacté par téléphone ses demi-frères et demi-soeurs qui vivent aujourd'hui en majorité au Québec. Il a aussi hérité d'une nouvelle belle-mère, la veuve de son père biologique mort en 1961.

Celle qui était jusqu'à récemment l'aînée de la famille, Lise-Solange Pelletier, âgée de 49 ans et habitant Saint-Colomban près de Saint-Jérôme, se souvient de l'effet de surprise provoqué par l'arrivée soudaine de William. « Au début, on n'y croyait pas, on se demandait s'il ne s'agissait pas d'une arnaque », raconte-t-elle. C'est l'intervention d'un couple canadien spécialisé dans l'aide aux enfants de la guerre, aux Pays-Bas, qui a convaincu les Pelletier du sérieux de la chose.

L'affaire est devenue tellement sérieuse que quatre des cinq enfants Pelletier se sont embarqués pour les Pays-Bas, où ils doivent participer aujourd'hui à une émission de télévision sur la quête d'identité de William, né le 20 juin 1946 dans la ville néerlandaise de Arnhem, où sa jeune mère de 14 ans avait connu le soldat canadien Yvon Pelletier, âgé de 28 ans et membre du régiment de la Chaudière.

Invités par la station de télévision *D & D Producties B.V.*, de la région d'Amsterdam, les Pelletier vont rencontrer pour la première fois leur demi-frère. Jusqu'à maintenant, les échanges ont eu lieu par téléphone et par courrier (la famille Pelletier a même enregistré un document vidéo pour se présenter à William).

Né Joorman, puis devenu van den Boorn par adoption, William, qui a porté les prénoms de Tom et Wilhelm, a entrepris des démarches pour prendre le nom de Pelletier. Devenu militaire comme son père biologique (son père adoptif était cordonnier), William est marié et a trois enfants d'une précédente union.

Selon Mme Olga Rains, une ressortissante canadienne qui se consacre en Hollande aux recherches des parents biologiques des enfants issus de la dernière grande guerre, la plupart des enfants de la guerre laissés aux Pays-Bas par les soldats alliés sont nés en 1946, comme William. Les soldats canadiens avaient repris la Hollande des mains des nazis à partir du 5 mai 1945.

Mme Rains, qui travaille avec son mari Lloyd depuis la ville néerlandaise de Haarlem, affirme que « la plupart des vétérans canadiens avaient, à l'époque, averti leurs épouses quand ils savaient avoir laissé des femmes européennes enceintes ».

En ce qui concerne William et son père Yvon Pelletier, il semble que celui-ci n'ait jamais fait part à son épouse canadienne, avec qui il s'était marié plus tard, de l'existence de son fils néerlandais. La mère de l'enfant avait entretenu une correspondance pendant plusieurs années avec son amant militaire et lui avait révélé l'existence de ce William, venu soudainement, une cinquantaine d'années plus tard, frapper à la porte du Canada.

Le désespoir des jeunes Gaspésiens les entraîne dans la drogue, la violence et le désoeuvrement

JEAN GUÉNETTE
collaboration spéciale, CAPLAN

Deux jeunes de 16 et 17 ans ont été accusés d'avoir tué une dame de 78 ans à Bonaventure, en Gaspésie, la semaine dernière. Consternation, étonnement, peur. Une population, une région est en état de choc. Les jeunes, eux, ont mal à l'âme.

« Avec ce meurtre, moi je suis inquiet. Les jeunes sont désoeuvrés, ils sont désespérés. Ils ne voient aucun avenir en Gaspésie. Ces jeunes-là devaient être sous l'influence de la drogue pour avoir assassiné une personne âgée », explique d'une voix triste Gérard Donaldson, propriétaire de locaux commerciaux à Caplan, un village de 2000 habitants. L'homme de 52 ans vient en aide aux adolescents et jeunes adultes dans le besoin en les hébergeant, en leur donnant à manger et parfois en leur donnant de l'argent de poche.

Dans son bureau, au deuxième étage d'un immense immeuble presque entièrement vide, on peut voir un ordinateur qu'il met à la disposition des jeunes. Des dossiers traînent un peu partout, et une lettre adressée à Lucien Bouchard attend près de la fenêtre. Comme le missionnaire du village, comme un grand frère, il parle des jeunes avec passion et espoir. Ingénieur de métier et entrepreneur en construction à la retraite, il a décidé de donner de son temps aux jeunes lorsqu'un adolescent lui a sauvé la vie à la suite d'une crise cardiaque, il y a quelques années.

Face aux quartiers de M. Donaldson, l'ancien appartement d'un jeune qui est retourné dans le milieu de la drogue. Ici, le désordre règne au même titre que la malpropreté. Images de *junkie* en Gaspésie. Avec une certaine résignation, le bon Samaritain raconte dans quelle misère vivait son locataire qu'il aimait bien, mais qu'il n'a pu sauver.

La Gaspésie, si bucolique avec ses décors de carte postale, ses grands espaces de mer et de montagne n'est pas à l'abri de la délinquance juvénile, de la drogue et de la violence. Comme partout, les problèmes sociaux surgissent au rythme des crises économiques.

Gérard Donaldson côtoie une quarantaine de jeunes de Caplan et des villages environnants. L'été dernier, un drame s'est produit. Un de ces jeunes, après avoir été porté disparu pendant plus de 15 jours, a été retrouvé mort sur la plage. Version officielle : le jeune est mort à la suite d'une noyade.

« Quand Jacques a été retrouvé mort, à la fin juillet, ça a créé une commotion chez les jeunes de Caplan, raconte celui qui était très proche de la jeune victime. Un mois plus tard, certains ont décidé d'aller rejoindre leur ami dans l'au-delà. Une demi-douzaine de jeunes ont signé un pacte de suicide. Le train devait faire le reste... »

Craignant qu'ils ne passent aux actes, Gérard Donaldson s'empresse de contacter SOS suicide à Québec. Puis, sur les conseils d'une personne ressource, il réussit à convaincre les jeunes de ne pas « aller rejoindre leur ami ». La façon : un pacte de non-suicide.

Le désespoir est de plus en plus présent chez les jeunes. Selon la régie régionale de la santé et des services sociaux, 34 % des 15-24 ans de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine souffrent de détresse psychologique. « Les jeunes viennent me voir parce que je les écoute et que je ne les juge pas, raconte Gérard Donaldson. Ils sont démunis, sans outil pour faire face à la réalité des années quatre-vingt-dix, aux faibles perspectives d'emploi. On a un taux de chômage de 25 % en Gaspésie. Les jeunes ne croient plus en l'avenir. »

Drogues

Pour oublier leur misère et la réalité, les adolescents et jeunes adultes essaient toutes sortes de drogues, douces ou dures.

« Il est difficile de dire s'il y a plus de consommation de drogue qu'avant, car on n'a pas les outils pour mesurer ça. Mais ici, on retrouve pas mal toutes les drogues. L'héroïne et les nouvelles drogues comme le GHB ne semblent pas encore arrivées ici, ou très peu », explique Nancy Gédéon, intervenante en toxicomanie pour L'Escale, un organisme qui vient en aide aux personnes ayant des problèmes de consommation de drogue et d'alcool. Les gens qui abusent des drogues et de l'alcool vivent des problèmes énormes, poursuit Nancy Gédéon.

« Les revendeurs de drogue sont de plus en plus nombreux en Gaspésie, selon Gérard Donaldson. Les policiers en connaissent plusieurs, mais n'arrivent pas à les inculper. D'ailleurs, ils devraient trouver les fournisseurs des jeunes qui ont commis le meurtre à Bonaventure et les traduire en justice. »

Pour Robert, un jeune adulte, les jeunes sont oisifs et attendent leur chèque d'aide sociale. « Ceux qui veulent vraiment faire quelque chose partent et ne reviennent pas. Ici, il n'y a pas d'avenir. Moi, je suis chanceux, je m'en suis sorti. J'aurais pu tomber très bas, mais j'ai un travail et je me débrouille. Dans plusieurs cas, ils vivent chez leurs parents, ont quitté l'école et tout ce qu'ils font à longueur de journée, c'est de boire de la bière, se droguer et flâner. C'est déprimant de les voir aller. »

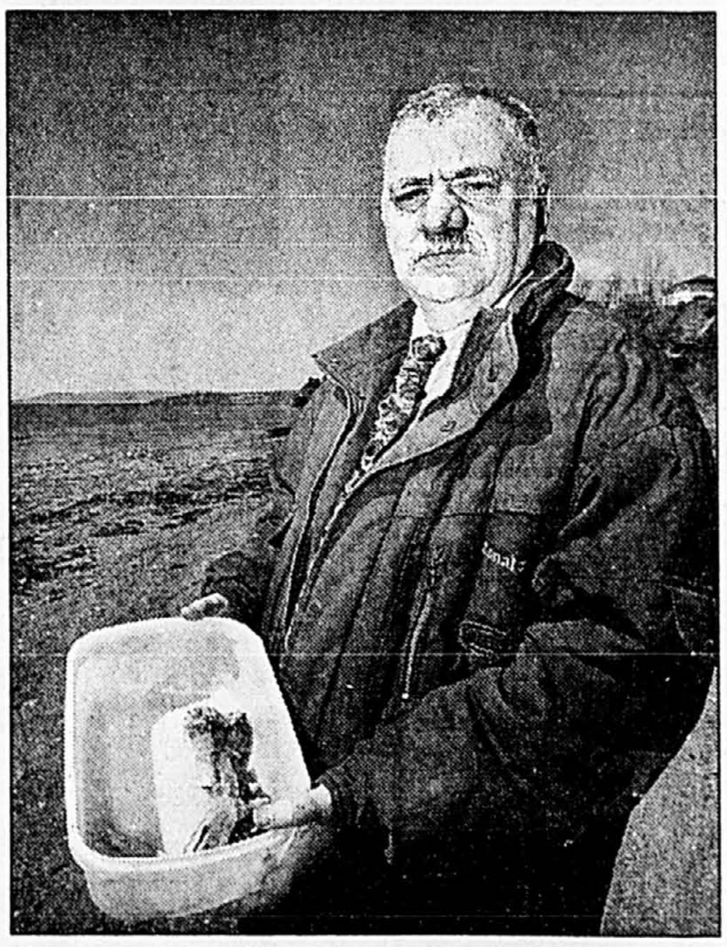


PHOTO JEAN GUENETTE, *collaboration spéciale*

« Un jour, des jeunes sont arrivés avec des ossements humains qu'ils avaient subtilisés au cimetière de Bonaventure. L'idée, c'était de tripper, pour employer leur expression », raconte M. Gérald Donaldson.

Délinquance

Qui dit consommation de drogues dit aussi argent pour s'approvisionner. Si l'argent de poche ne suffit pas, un moyen rapide de s'en procurer, c'est la délinquance. Petits vols, recel, revente de drogues, etc.

« Les jeunes sont moins encadrés que dans mon temps, affirme Gérard Donaldson. Les parents ont une responsabilité directe. Les baby-boomers ont trop souvent laissé leurs enfants faire n'importe quoi. Ils manquent de discipline, ils ne respectent plus les lois. Ils ne savent pas comment fonctionner en société. Ils sont souvent sans modèle, les familles sont de plus en plus éclatées ici aussi. Les jeunes sont perdus et ce n'est pas sans raison. »

Une conséquence directe de cette recherche d'identité : plusieurs jeunes s'accrochent à des symboles obscurs pour donner un sens à leur vie, sciences occultes, rituels divers. Certains ont même rapporté des ossements humains dans leur refuge. « Un jour, il y en a qui sont arrivés avec des ossements humains qu'ils avaient subtilisés au cimetière de Bonaventure. L'idée c'était de *tripper*, pour employer leur expression. Ils étaient une fois de plus sous l'effet de drogues fortes », raconte M. Donaldson, qui, depuis, a remis aux autorités religieuses les os humains.

Solutions

Pour venir en aide à ces jeunes désespérés, qu'ils abusent des drogues ou non, il faut des moyens financiers, des outils pédagogiques et du personnel adéquat. « On nous demande de faire de la prévention dans les écoles, mais sans moyens, ou presque, sans outils pédagogiques adéquats, ce n'est pas facile, précise Nancy Gédéon. On organise tout de même de l'information et de la formation pour les parents et les enseignants. Malgré cela, on manque de coordination, de concertation entre parents, écoles, policiers et intervenants communautaires. »

Les solutions ne sont pas légion en région. Pour aider les jeunes, il faut de l'encadrement, des personnes ressources, des budgets, des organismes. « Moi, je suis venu en aide à plusieurs jeunes de la région. C'est peine perdue car ils ne sont pas fiables. Ceux qui sont des abuseurs vont toujours l'être. Tu crois avoir réussi, mais c'est faux, ils retombent toujours dans l'alcool et la drogue. Il n'y a pas d'espoir de les réchapper », raconte Robert d'un ton amer.

Dans une des immenses pièces vides de son immeuble, Gérard Donaldson marche lentement d'un air pensif. Il regarde les graffitis laissés sur les planchers par ses anciens pensionnaires et explique comment il voit l'avenir des jeunes de la région. Il faut les aider, dit-il. Mettre les ressources disponibles ensemble pour agir. « Je viens de proposer aux autorités régionales de la santé, à SOS suicide aussi, de mettre tout mon bâtiment à la rescousse des jeunes. D'en faire un centre d'aide. Un endroit pour les remettre sur le droit chemin. Pour les aider à trouver un sens à leur vie. »

Pollution du parc de Donana : les propriétaires de la mine acceptent de stocker les boues toxiques

Associated Press
SÉVILLE

Les propriétaires de la mine de pyrite d'où se sont déversés accidentellement des millions de mètres cubes d'eaux toxiques en Andalouisie ont accepté hier de stocker provisoirement les boues toxiques ayant contaminé les environs du Parc national de Donana, près de Séville.

Le déversement samedi dernier de quelque 4,9 milliards de litres d'eau chargée de métaux lourds, à la suite de la rupture d'un réservoir de décantation, a provoqué une catastrophe écologique menaçant ce parc que l'on considère comme l'une des plus importantes réserves naturelles d'Europe. Grand de 75 000 hectares, il abrite des millions d'oiseaux migrateurs et des espèces menacées comme le lynx ou l'aigle impérial.

La société minière canado-suédoise Boliden, propriétaire du complexe minier d'Aznalcollar, avait déjà accepté la veille de prendre en charge les travaux de nettoyage. Cette fois-ci, elle a promis de stocker provisoirement sur son site les boues toxiques récupérées.

La rivière Guadiamar et plus de 4000 hectares ont été touchés par les boues contaminées qui risquent d'atteindre les nappes phréatiques, selon des biologistes. La Guadiamar est un affluent du Guadalquivir qui se jette dans l'Atlantique par le golfe de Cadix.

Alors que 15 tonnes de poissons morts ont déjà été repêchés, le nombre des volontaires devrait atteindre les 700 la semaine prochaine, ont annoncé les autorités. Mais devant l'ampleur de la catastrophe, l'organisation écologiste WWF a exigé hier le recours à l'armée.

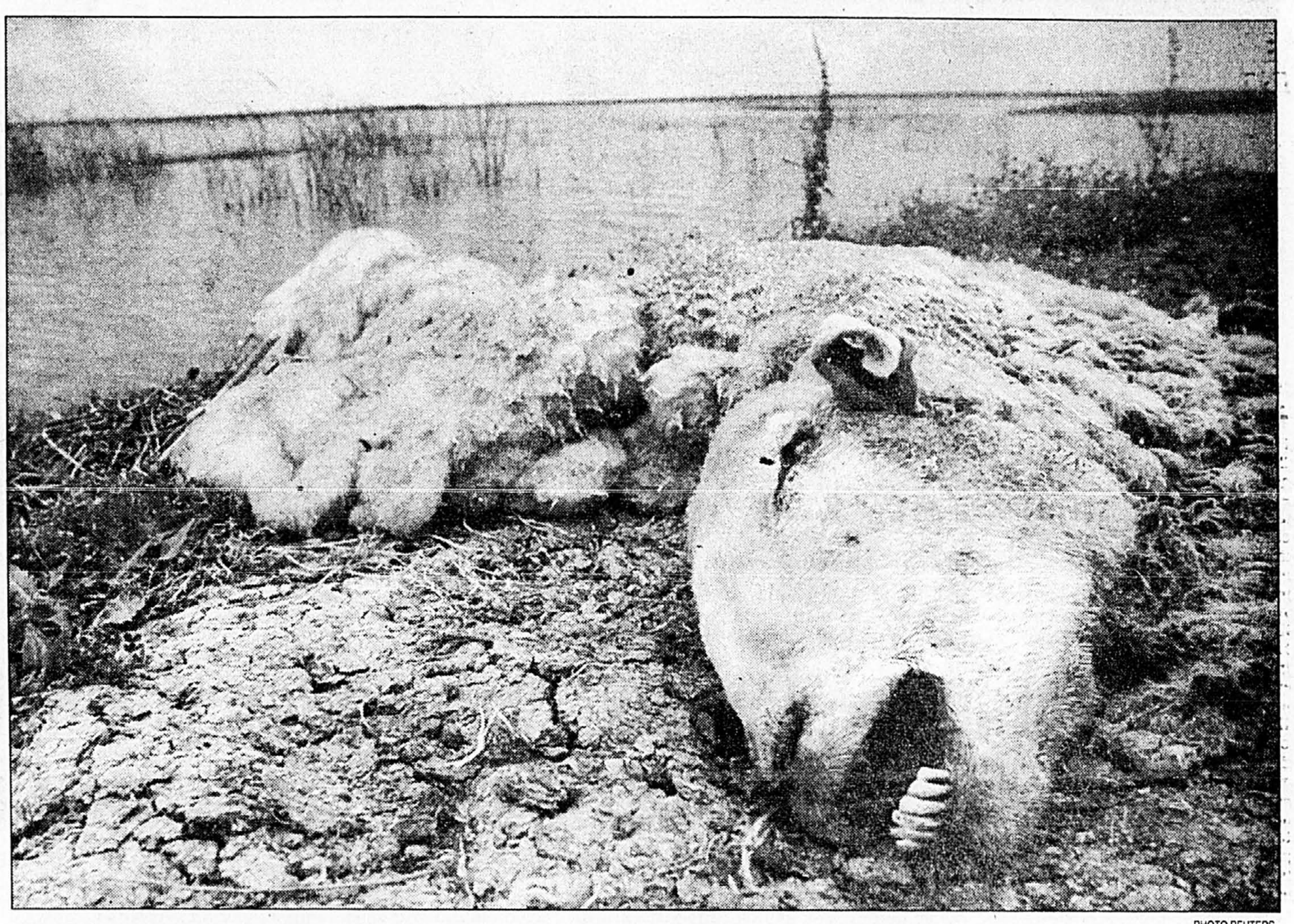


PHOTO REUTERS

Un bélier en décomposition témoigne de l'ampleur du désastre dans le parc Donana.

Dave Williams et ses coéquipiers de *Columbia* reviennent sur terre aujourd'hui

OLIVIER-LOUIS ROBERT
collaboration spéciale

Hier, comme ils le font d'ailleurs chaque jour depuis plus d'une semaine, le commandant Rick Searfoss et le pilote Scott Altman se sont entraînés pour la tâche qu'ils doivent réaliser cet après-midi, faire atterrir la navette *Columbia* sur la piste 33 de l'aéroport du Centre spatial Kennedy, en Floride. Sur un portable muni de manettes de commandes, une sorte de jeu vidéo appelé PILOT (Portable In-Flight Landing Operations Trainer), les deux astronautes américains ont simulé plusieurs procédures d'approche au site d'atterrissage. « C'est important pour le commandant et le pilote de pouvoir se pratiquer dans l'espace à l'atterrissage de la navette, surtout lors d'une mission de longue durée comme c'est le cas avec Neurolab », a expliqué récemment le commandant Searfoss dans un courrier électronique. « Bien sûr, ce n'est pas un simulateur aussi perfectionné que celui sur lequel on s'entraîne au sol, mais ça nous permet de maintenir nos talents de pilote à un niveau élevé et de nous concentrer sur des détails qu'on perd de vue lorsqu'on n'a pas piloté un avion pendant deux semaines. »

Quelques minutes après le lancement de *Columbia*, le 17 avril dernier, on avait décelé une anomalie dans le système de réfrigération d'une des trois génératrices auxiliaires (APU 1, 2, 3 - Auxiliary Power Unit) de la navette. Selon Kelly Humphries, porte-parole de la NASA, ce problème n'affecte en rien les capacités d'atterrissage de la navette : « C'est une génératrice d'appoint. En fait, en situation d'urgence, les systèmes hydrauliques permettant de piloter la navette pourraient fonctionner avec seulement un APU. » Ainsi, la première génératrice sera activée un peu avant la procédure de désorbitage de *Columbia*, suivie, 13 minutes plus tard, du démarrage de l'APU 2. Afin de diminuer les risques de surchauffe, l'APU 3 ne sera activée, quant à elle, que six minutes avant l'atterrissage.

Rick Searfoss, qui s'adressait mercredi dernier en français aux cinq téléspectateurs choisis par l'émission *Montréal ce soir* pour poser une question à Dave Williams, s'est vu confier, pour cette mission Neurolab immatriculée STS-90, sa première affectation au titre de commandant. Auparavant, l'astronaute avait participé, en tant que pilote, à deux missions de la navette spatiale dans lesquelless il y avait un contenu canadien. Lors de la mission Spacelab Life Sciences/ STS-58, qui s'est déroulée à bord de la navette *Columbia* en octobre 1993, les astronautes ont réalisé trois expériences sur l'appareil vestibulaire conçues par le docteur Douglas Watt, directeur de l'unité de recherche en médecine aérospatiale de l'Université McGill. En mars 1996, Searfoss s'envolait à nouveau, à bord de la navette *Atlantis* cette fois, pour participer, toujours comme pilote, à la mission STS-76, le troisième vol à destination de la station spatiale *Mir*. Parmi les expériences que les astronautes d'*Atlantis* transbordaient sur la station russe, il y avait les premiers échantillons d'une expérience canadienne visant à mesurer le coefficient de diffusion et les propriétés de solidification dans certains alliages métalliques.

Les astronautes formant l'équipe scientifique de la mission Neurolab — les spécialistes de mission Rick Linnehan (un vétérinaire de formation qui a volé en juin 1996 avec la mission LMS/STS-78 à laquelle participait également l'astronaute canadien Bob Thirsk) et Dave Williams, ainsi que les spécialistes de charge utile Jay Buckey et Jim Pawelczyk — ont terminé hier matin leurs expériences vestibulaires, ce qui mettait fin à la série de 26 expériences neurologiques au manifeste de cette mission qui aura duré un peu plus de 16 jours. L'équipage s'est ensuite employé à ranger l'antenne de communications en bande de fréquences Ku, celle qui sert à transmettre les données de leurs expériences vers les satellites-relais du système géostationnaire TDRSS (Tracking Data Relay Satellite System).

Déjà vendredi, les préparatifs de retour étaient entamés lorsque l'astronaute Kay Hire (à son premier voyage dans l'espace, la jeune femme est la première employée du Centre spatial Kennedy à devenir astronaute) a désactivé l'appareil BDS (Biotechnology Demonstration System), un équipement qui a été utilisé pour faire croître dans l'espace des cellules humaines de rein et de moelle osseuse.





Monde

L'EXPRESS INTERNATIONAL

CHYPRE

Navette intense

■ L'émissaire américain pour Chypre, Richard Holbrooke, a mené une navette intense entre le nord (turc) et le sud (grec) de l'île pour tenter de ramener leurs dirigeants à la table des négociations dans l'impasse depuis l'été dernier. Arrivé vendredi à Chypre, M. Holbrooke, émissaire spécial du président Bill Clinton, a rencontré M. Denktash hier à deux reprises. Entre ces deux entretiens il a déjeuné avec le président de la République de Chypre, le Grec Glafcos Clérides qu'il avait rencontré une première fois vendredi soir. Les autorités chypriotes-grecques ont gardé le silence sur les entretiens de M. Holbrooke, mais le dirigeant chypriote-turc Rauf Denktash a laissé entendre qu'il pourrait mettre fin à sa médiation s'il constate un manque de progrès.

d'après AFP

SOUDAN

Négociations

■ La délégation du gouvernement soudanais aux pourparlers de paix avec les rebelles de l'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA) doit se rendre à Nairobi. La délégation aux pourparlers, prévus demain, sera conduite par le premier vice-président de la République Ali Osmane Mohamed Taha. Organisés sous l'égide de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD, qui comprend sept pays d'Afrique de l'Est), les pourparlers font suite aux négociations tenues en novembre et qui n'ont pas abouti. La guerre civile au Soudan oppose depuis 15 ans le nord, majoritairement arabo-islamique, au sud, majoritairement chrétien et animiste.

d'après AFP

ULSTER

Accord bien accueilli

■ Le premier ministre britannique Tony Blair et son homologue irlandais Bertie Ahern saluent les premiers signes d'un accueil positif à l'accord de paix sur l'Ulster, mais en rappelant que le texte devait être appliqué « dans sa totalité ». MM. Blair et Ahern estiment que le bon accueil réservé à l'accord signé le 10 avril dernier « confirme leur conviction que ce texte est juste tant pour les traditions nationalistes qu'unionistes ». L'accord conclu le 10 avril stipule que les paramilitaires catholiques comme protestants devront remettre leurs armes dans les deux ans, si le règlement est entériné par le référendum.

d'après AFP

MEXIQUE

Chiapas

■ Le Front zapatiste de libération nationale (FZLN, aile politique de la guérilla zapatiste) a demandé « que cesse l'escalade de la répression » dans l'État mexicain du Chiapas (sud), où le gouvernement a ordonné l'évacuation par quelque 500 policiers d'une « municipalité autonome » zapatiste vendredi. Dans un communiqué, le FZLN a indiqué qu'« en dépit des déclarations répétées du gouvernement mexicain que le conflit du Chiapas ne sera pas résolu par la force (...) en réalité les prisons continuent à se remplir de membres de groupes de soutien aux Zapatistes ».

d'après AFP

CACHEMIRE

Vingt-deux morts

■ Le Pakistan a officiellement attribué à l'Inde la responsabilité du massacre de 22 personnes dans un village frontalier de la partie pakistanaise du Cachemire, et a protesté auprès de New Delhi. Un porte-parole du ministère pakistanais des Affaires étrangères a averti que de tels incidents pourraient avoir « de sérieuses conséquences » sur la paix et la stabilité dans la région. Le massacre s'est produit dans la nuit du 26 au 27 avril dans le village de Bandala, à seulement 600 mètres de la ligne de contrôle qui délimite les parties indienne et pakistanaise du Cachemire.

d'après AFP



PHOTO AP

Conny Seniawan, ex-recteur d'une école supérieure de Jakarta, était des manifs contre Suharto hier.



PHOTO AFP

Des étudiants en colère de l'Académie des langues étrangères de Jakarta montrent le poing à l'adresse du président Suharto, sous l'oeil attentif de la police antiémeutes. Des manifestations semblables ont eu lieu un peu partout dans le pays.

Manifestations contre Suharto à travers toute l'Indonésie

BERNARD ESTRADE
de l'Agence France-Presse, JAKARTA

Des manifestations, qui ont parfois dégénéré en affrontements, ont été signalées hier à travers l'Indonésie malgré les déclarations officielles cherchant à minimiser les propos du président Suharto affirmant que les réformes devraient attendre jusqu'à 2003, la fin de son mandat présidentiel.

Le président, ont ainsi déclaré les ministres de l'Intérieur, Radem Hartono, et de l'Information, Mohammad Alwi Dahlan, n'est pas opposé aux réformes, au contraire, mais il veut qu'elles soient soigneusement préparées.

À Jakarta et Medan, dans le nord du pays, les étudiants, qui sont sortis de leurs campus, ont affronté les forces de l'ordre — police parfois renforcés de soldats — qui ont fait largement usage de gaz lacrymogènes.

Des manifestations, au cours desquelles la démission du président Suharto a été réclamée, ont également été signalées, comme pratiquement tous les jours depuis plus de deux mois, dans plusieurs autres villes du pays, notamment à Padang, dans le nord et dans l'est de la grande île de Java, à Surabaya, Yogyakarta et Solo.

Convoqués dans la matinée au palais présidentiel, MM. Hartono et Dahlan se sont adressés pour la deuxième journée consécutive à la presse.

Déclarant « vouloir mettre les choses au point », ils ont affirmé que « l'esprit des déclarations présidentielles est d'ouvrir la porte au processus des réformes tant politiques qu'économiques ».

Les déclarations du président rapportées hier selon lesquelles les réformes ne pourraient pas avoir lieu durant son mandat actuel ont, en général, été mal accueillies y compris dans la presse pourtant étroitement contrôlée.

Prononcées peu avant la réunion lundi à Washington du conseil d'administration du Fonds Monétaire International qui doit décider de la reprise et sous quelle forme de l'aide internationale à l'Indonésie, les déclarations du président ont aussi inquiété les milieux diplomatiques et d'affaires de Jakarta.

Ceux-ci, déjà à deux reprises échaudés, redoutent que le président Suharto tergiverse et n'applique pas réellement les réformes auxquels il s'est engagé et qui réduisent les privilèges de sa famille et de ses proches.

À Medan, où depuis le début de la semaine, les manifestants affrontent presque quotidiennement à coups de pierre et de bouteilles incendiaires les forces de l'ordre qui répondent avec des gaz lacrymogène et des balles en caoutchouc, un véhicule tous terrains de la police, selon des témoins sur place, a été hier retourné et incendié.

À Jakarta, plusieurs accrochages, certains violents, ont été signalés en plusieurs points du centre lorsque les forces de l'ordre ont arrêté la progression de cortèges de manifestants tentant de gagner le campus de l'Université d'Indonésie.

Plus d'une vingtaine de manifestants ont été blessés.

À Yogyakarta, la cité universitaire de l'est de Java, de 5000 à 6000 étudiants, selon les renseignements recueillis par téléphone, se sont rassemblés devant le grand hall de l'université de Gajah Mada.

Plusieurs centaines de manifestants ont également été signalés à Solo, au nord-est de Yogyakarta une localité ou des affrontements entre les étudiants et les forces de l'ordre ont fait plusieurs dizaines de blessés le mois dernier.

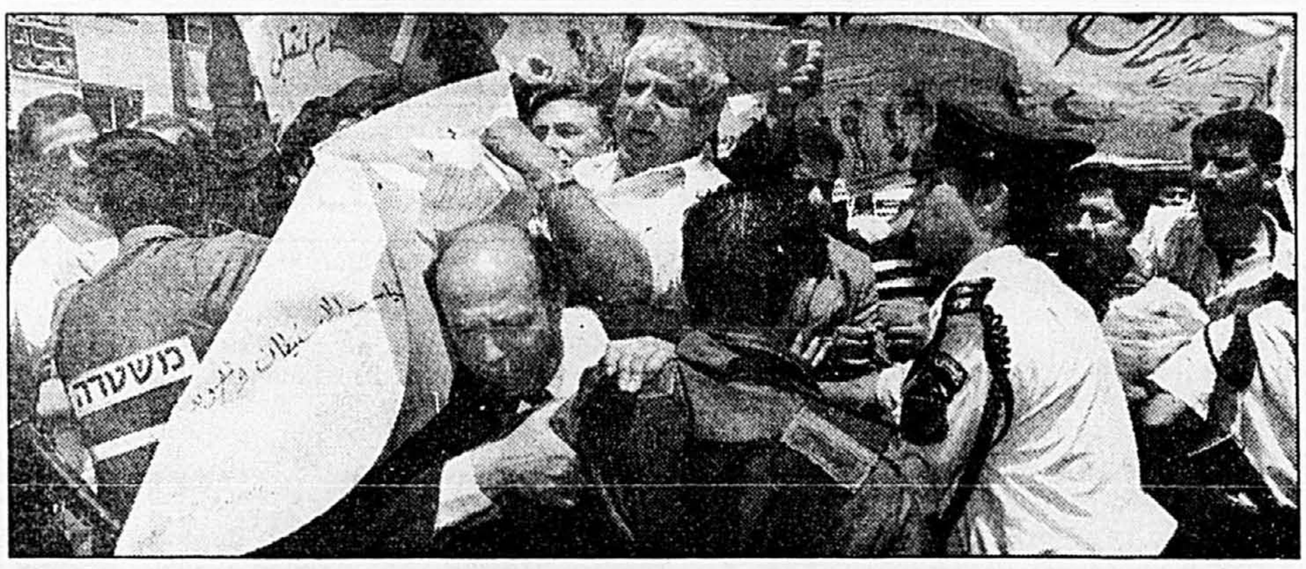


PHOTO AFP

Travailleurs palestiniens et israéliens en sont venus aux coups avec la police hier à la limite de Jérusalem à la suite de l'interdiction d'accès à des territoires palestiniens.

Les réfugiés palestiniens sont toujours attachés à leur terre

KHALIL ABED RABBO
de l'Agence France-Presse, RAMALLAH

Les Palestiniens poussés à l'exil en 1948 ont toujours maintenu des liens solides avec les villages dans lesquels ils ont vécu il y a 50 ans et jugent insuffisant un État en Cisjordanie et Gaza pour sceller une réconciliation entre Arabes et juifs.

« Nous participons au financement de travaux de restauration à Jaffa de maisons, mosquées et églises qu'Israël avait délibérément négligées pour effacer le caractère arabe de la ville », affirme Salim Tamari.

M. Tamari, dont la famille avait quitté Jaffa sous les bombardements de l'armée israélienne en 1948, est membre d'une association de réfugiés de cette ville. Ils ont gardé des liens avec les Palestiniens restés à Jaffa, agglomération côtière jouxtant Tel-Aviv, pour préserver son identité arabe.

Jaffa est l'une des villes de la Palestine historique conquise par Israël lors de la guerre de 1948 au cours de laquelle 400 villages ont été détruits et 700 000 des 1,2 million de Palestiniens ont été contraints à l'exil après la défaite des Arabes, qu'ils appellent Nekba (désastre).

Ouda al-Rantissi (61 ans), de confession chrétienne, affirme être allé à Lod, au sud-est de Tel-Aviv, en compagnie de son père après la guerre de 1967 pour revoir sa maison familiale.

« Mon père n'a pas pu supporter la scène et a fondu en larmes. Je me suis retenu avec difficulté quand j'ai regardé de l'extérieur la chambre où j'étais né et le quartier où j'ai passé mon enfance », raconte-t-il.

La famille juive qui occupait la maison « a refusé de nous laisser entrer dans notre demeure et elle a refusé une proposition de mon père de faire réparer la façade endommagée », dit-il avec amertume.

Ne cachant pas sa rancune face aux juifs affirmant avoir retrouvé en Palestine « leur terre promise », Ouda al-Rantissi lance : « Les juifs disent que Dieu leur avait promis cette terre, mais moi je dis que Dieu n'est pas un agent immobilier. »

« Cinquante ans d'exil n'ont pas réussi à effacer notre identité nationale. En exil, nous avons trouvé les moyens de préserver cette identité », note Salim Tamari, aujourd'hui professeur à l'Université de Bir Zeit près de Ramallah, en Cisjordanie.

« Un État palestinien en Cisjordanie et la bande de Gaza représenterait un début de solution historique mais elle ne serait pas la solution complète », estime M. Tamari, affirmant exprimer une opinion largement partagée parmi les Palestiniens.

Selon lui, une véritable paix entre Palestiniens et Israéliens ne sera instaurée « sans une confirmation des droits des Palestiniens à la terre sur laquelle ils ont vécu et bâti leur histoire ».

Rifqa Ouda, 65 ans, installée à Ramallah avec sa famille après avoir fui en 1948 leur village de Lifta après un attentat armé juif ayant fait trois morts dans un café, se dit toujours traumatisée.

« Nous ne pouvons accepter de solution qui ne favorise pas notre retour à nos maisons », ajoute-t-elle.

« Parler de compensation est insensé. Personne ne peut vendre sa patrie. Ils doivent tout nous restituer », insiste cette Palestinienne qui, à l'instar d'une majorité de réfugiés, revendique son droit au retour tout en refusant le principe d'une éventuelle compensation prévue par l'ONU.

Al Gore veut relancer les négos au Proche-Orient

Agence France-Presse
RAMALLAH, Cisjordanie

Le vice-président américain Al Gore a estimé que le processus de paix israélo-palestinien traversait, avant la rencontre de Londres, « un moment crucial » à l'issue d'entretiens hier soir avec le président palestinien Yasser Arafat à Ramallah, en Cisjordanie.

Un haut responsable palestinien a précisé que l'Égypte et la Jordanie, les deux seuls pays arabes à avoir signé un accord de paix avec Israël, étaient convenues « de réexaminer » leur rôle dans le processus de paix si la rencontre londonienne de demain entre les dirigeants israéliens, palestiniens et américains, ne parvenait pas à sortir de l'impasse qui persiste depuis 15 mois.

M. Gore, qui s'exprimait aux côtés de M. Arafat au cours d'une conférence de presse après leur rencontre d'une heure et demie, a affirmé que « des progrès » semblaient avoir été accomplis pour obtenir l'accord d'Israël et des Palestiniens en faveur d'un plan qui vise à relancer les négociations en panne depuis plus d'un an.

« Le processus de paix est arrivé à un moment crucial et nous devrions tous oeuvrer afin que l'occasion ne soit pas perdue », a-t-il dit.

« J'engage instamment toutes les parties à faire tout leur possible pour faire avancer le processus de paix et parvenir à une solution », a-t-il encore dit.

En provenance d'Arabie saoudite, M. Gore est arrivé à Ramallah avec une heure et demie de retard sur l'horaire prévu.

Jeudi et vendredi il avait effectué une visite en Israël au cours de laquelle il avait discuté de la relance des négociations de paix avec le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

La clef de voûte d'un plan américain de relance du processus de paix, révélé par les médias israéliens, prévoit un retrait des troupes israéliennes de 13,1 % de Cisjordanaie, mais M. Netanyahu se dit prêt à n'accepter que 9 %.

Le négociateur palestinien en chef Saëb Erekat, a indiqué que « si l'initiative de paix américaine est acceptée par Israël, cela reviendra à dire que la surface des territoires de Cisjordanie sous contrôle exclusif de l'Autorité palestinienne va augmenter de 18,2 %, et que celle où elle exerce les pouvoirs civils (NDLR sous contrôle militaire israélien) augmentera de 26 % ».

MM. Arafat et Netayahu doivent avoir le lundi 4 mai des discussions séparées à Londres avec le secrétaire d'État américain Madeleine Albright.

La vie quotidienne sous l'euro : chambardement pour les Européens...

et pour ceux qui leur rendront visite



Louis-Bernard Robitaille

collaboration spéciale
PARIS

Pour le commun des mortels, la révolution de l'euro se fera en trois temps. On assiste tout d'abord à la disparition virtuelle des monnaies nationales. Au lendemain du sommet de Bruxelles, les 11 monnaies européennes participant à l'euro disparaissent de fait, sinon en droit, mais sans que les usagers s'en rendent compte. Entre la Finlande, le Portugal, la France, l'Allemagne, l'Italie et les six autres pays de l'« Euroland », les taux de change seront fixés de manière irrévocable et garantis par les banques centrales et la Banque centrale européenne.



La révolution de
L'EURO

À partir de cette date, on affichera encore le taux de change du dollar vis-à-vis des différentes monnaies, mais celles-ci bougeront toutes ensemble vis-à-vis du billet vert. Virtuellement, le franc comme le mark ou la lire ne seront plus que des subdivisions de l'euro : dérivé de l'Écu, monnaie « théorique » créée en 1975, l'euro aura une valeur comparable à celle du dollar américain. À peu de choses près, l'euro devrait être fixé environ à 6,50 francs (alors que le dollar US valait 6,05 le 15 mars). Le mark vaudra environ 1,80, etc.

L'euro « scriptural » pendant trois ans

Le premier grand chambardement tangible se produira dans la nuit du 31 décembre 1998 au 1er janvier 1999. Pendant trois années encore, les billets de banque nationaux, français, espagnols ou allemands seront encore seuls à circuler (pendant que se poursuivra la production des euros, 70 milliards de pièces et plus de dix milliards de billets pour le début de l'an 2002).

Cependant, le changement principal aura eu lieu. Le billet de 100 francs ne sera plus qu'une traduction locale de sa valeur en euro (environ 15 euros). Il n'y aura plus d'opérations de change pour des francs en Allemagne, seulement les frais bancaires semblables à ceux que certaines banques demandent pour changer en francs des chèques de voyage libellés dans la même monnaie. Sans que cela soit obligatoire, tous les commerçants seront fortement incités à pratiquer le double affichage des prix.

Il y aura des changements encore plus visibles. Au 1er janvier, la Bourse de Paris affichera exclusivement ses cotations en euros. Les devises étrangères — dollar américain ou canadien, yen — seront exclusivement cotées en euros, et les cotations du franc ou du mark auront disparu. Pour un voyageur nord-américain, la seule incertitude concernera la valeur de sa monnaie face à l'euro.

Pour un usager européen membre de l'Euroland, un grand nombre d'opérations se trouveront simplifiées. Dès le 1er janvier, il aura la possibilité de transformer son compte bancaire en euros (les relevés pratiqueront le double affichage). En Allemagne ou en Italie, il pourra émettre des chèques en euros — que ce soit pour acheter un billet d'avion, régler une note d'hôtel ou des achats dans un grand magasin. Logiquement, un voyageur étranger devrait pouvoir disposer de chèques de voyage en euros pour payer ses dépenses dans les 11 pays concernés, ou pour obtenir sans frais de change et à taux invariable des billets de banque français, italiens ou allemands.

Juridiquement, rien n'interdisait de provoquer le « big bang » monétaire dès janvier 1999, puisqu'à cette date les anciennes monnaies auront disparu, et que les banques centrales nationales auront perdu tout pouvoir de création de monnaie au profit de la BCE.

On a préféré étaler l'opération pour des raisons techniques (fabrication matérielle des euros) mais surtout pour permettre aux consommateurs, commerçants et industriels de se familiariser avec la nouvelle monnaie.

Ce sera donc pour trois ans la période du « ni-ni » : ni obligation ni interdiction de négocier en euros. Si, aux Galeries Lafayette ou dans une grande brasserie parisienne comme la Coupole, vous payez en billets, le total sera calculé en francs. Mais si vous sortez un chéquier ou la carte bancaire, vous pouvez exiger une facture en euros à condition que l'établissement se soit équipé en double comptabilité (ce sera le cas pour les gros établissements). Idem pour le loyer d'un appartement, l'achat d'une voiture. Pour les gens qui basculeront vers l'euro dès le début — parmi la population la plus jeune et la plus éduquées notamment — 80 % des échanges se feront dans la nouvelle monnaie.

2002, le point de non-retour

Le point de non-retour est fixé au 1er janvier 2002. Ce jour-là, les nouveaux billets (sept coupures de cinq à 500 euros) seront mis en circulation et remplaceront progressivement les anciens. Les prix seront calculés directement en euros, mais on autorisera le double affichage pour six mois de plus. Au 1er juillet au plus tard, les monnaies nationales auront définitivement disparu et ne seront plus acceptées, sinon pour quelques semaines encore, par les banques.

Le grand chambardement

Cette gigantesque opération, unique dans l'histoire moderne, sera l'équivalent d'un formidable chambardement. Pour quelqu'un qui voyageait beaucoup, l'Europe était de mémoire d'homme une tour de Babel monétaire. Un dollar qui valait 5,05 francs se négociait 1700 lires en Italie, 1,60 mark en Allemagne. Du jour au lendemain, la parfaite simplicité, presque déconcertante.

Pour les populations concernées, en revanche, ce sera souvent un traumatisme. En Italie, vu la dépréciation continuelle de la monnaie, on avait à plusieurs reprises songé à réformer la lire et à lui supprimer d'autorité trois zéros : les vieilles habitudes consistant à tout calculer en centaines de millions avaient été plus fortes.

En France, de Gaulle avait divisé l'ancien franc de 1958 par cent : 40 ans plus tard, la quasi-totalité de la population (en dehors des banques et du milieu des affaires) continue à parler en anciens francs pour toute somme importante.

Du jour au lendemain, ou presque, il faudra tout traduire dans une monnaie dont la valeur est strictement incalculable. À strictement parler, *Le Monde* devrait se vendre 1,13 euro la copie ; un sandwich au bistrot 3,08 ; un pantalon de 300 francs, 64,22 euros. Un salaire mensuel de 10 000 francs, autour duquel s'organisait tout le système familier des prix, sera payé 1540 euros.

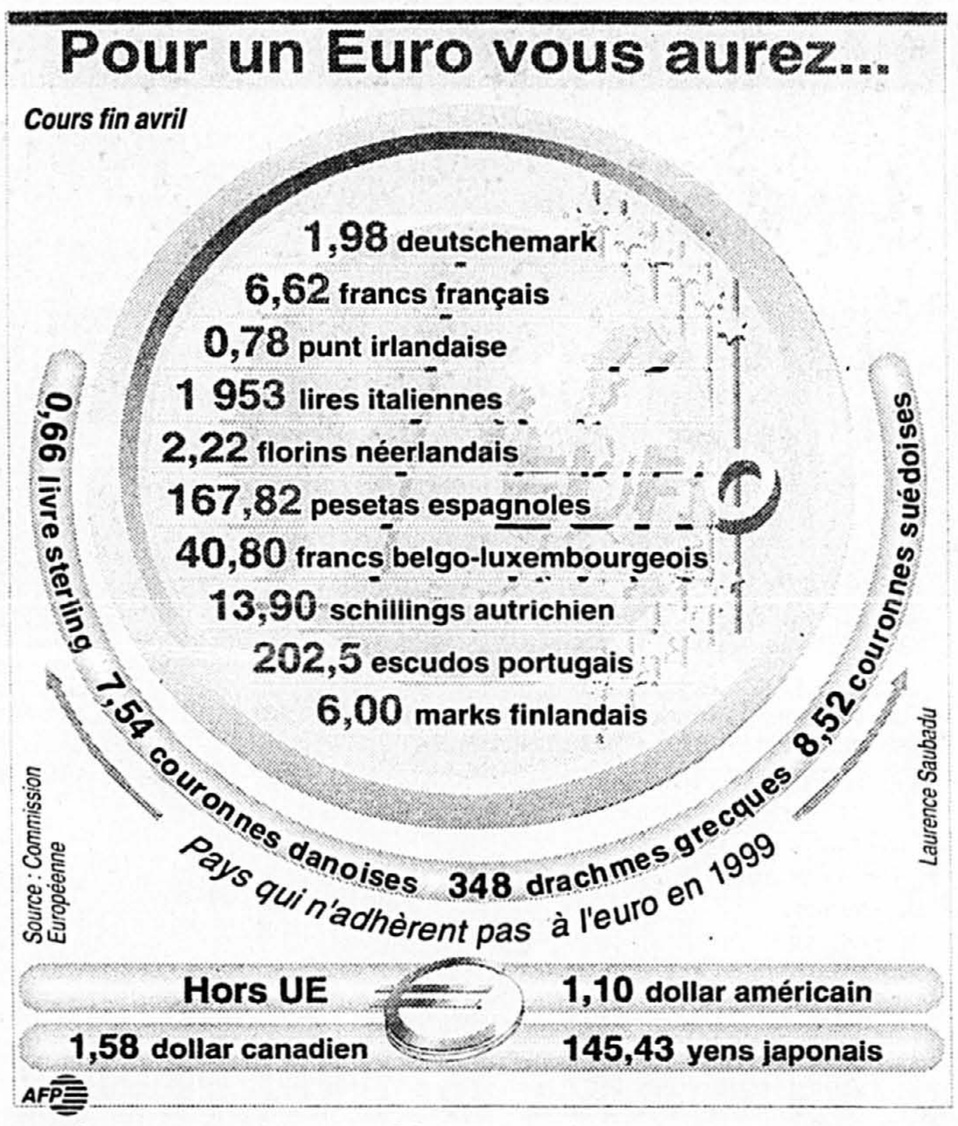
Dans la banque ou la grande distribution, certains ont déjà commencé à pratiquer le double affichage, de manière à habituer la clientèle. Mais il est clair qu'au moment crucial, les ajustements seront parfois malaisés. Pas étonnant si les femmes, davantage concernées par la consommation quotidienne, sont nettement plus hostiles à l'euro que les hommes. Il faudra un certain temps pour s'habituer jusque dans les petites détails aux nouvelles échelles de prix.

Côté consommation, précisément : face à des conversions bâtardes en euros, les détaillants et commerçants ne vont-ils pas systématiquement arrondir les prix vers le haut. *Le Monde* à 1,13 sera-t-il de fait à 1,10 ou à 1,20 ? Les économistes pensent qu'on assistera à deux mouvements simultanés... qui s'annuleront. À vérifier, notamment auprès des petits commerçants. Pour les grandes entreprises, le problème consistera principalement à repenser entièrement les stratégies de marketing concernant les « prix attractifs ».

En revanche, on a un ordre de grandeur pour ce qui est du coût de l'adaptation, par exemple, du système bancaire : rien qu'en France, la facture s'élèvera à près de 5 milliards $, notamment pour les distributeurs à billets et les terminaux d'ordinateurs pour cartes bancaires.

Pour arriver à cette unité monétaire de tous les jours, qui devrait faire exploser la concurrence, dans certains domaines, comme les banques, assurances et vente par correspondance, il y aura, dans les tout débuts, des points de passage périlleux.

Demain : Risques majeurs et avantages certains



Au grand rendez-vous de Bruxelles...



PHOTOS REUTER

Les grands patrons politiques de l'Europe se sont donné un rendez-vous exceptionnel hier à Bruxelles pour entériner une décision qui, de l'avis des spécialistes, passera à l'histoire : la création de l'euro, la monnaie unique européenne. Dans l'ordre habituel, à leur arrivée à la conférence, le chancelier allemand, Helmut Kohl, le président de la Commission européenne, Jacques Santer, le premier ministre britannique, Tony Blair, et le président de la République française, Jacques Chirac.

Le patron de l'euro, Wim Duisenberg : un travailliste converti aux vertus de la monnaie forte

Agence France-Presse,
BRUXELLES

Le Néerlandais Willem Frederik (Wim) Duisenberg, choisi hier à Bruxelles pour devenir le premier président de la Banque centrale européenne (BCE), est un économiste travailliste converti dans les années 70 aux vertus de la monnaie forte.

M. Duisenberg, 62 ans, entrera en fonction le 1er juillet prochain au plus tard. Il sera basé à Francfort, siège de la BCE.

Né le 9 juillet 1935 à Heerenveen (nord des Pays-Bas), ce représentant d'un pays fier de son statut de « plus grand des petits » membres de l'Union européenne a occupé dès l'âge de 30 ans son premier poste de grand argentier international, au FMI à Washington de 1965 à 1969.

Membre du Parti travailliste (PvdA) de l'actuel premier ministre néerlandais Wim Kok, Wim Duisenberg a été confronté aux deux chocs pétroliers lorsqu'il occupait le poste de ministre des Finances, de 1973 à 1977.

Il est alors passé d'une position à l'origine très keynésienne — favorable à un soutien de la croissance par les dépenses de l'État — à une politique de grande rigueur financière, suscitant des remous au sein de son propre parti.

Président pendant 15 ans, à partir de 1982, de la Banque centrale néerlandaise, il se rend néanmoins populaire en réussissant son pari de coupler le florin au deutschemark, et d'en faire une monnaie pratiquement aussi forte que la devise allemande.

Cette politique lui vaudra un soutien indéfectible de la part de l'Allemagne. Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, voit en lui le symbole incarné de la stabilité monétaire, et le ministre allemand des Finances Theo Waigel ne tarit pas d'éloges à son égard.

Ce sexagénaire à l'épaisse chevelure blanche, grand amateur de golf à la réputation de bon vivant, avait pris l'année dernière à Francfort la tête de l'organisme précurseur de la BCE, l'Institut monétaire européen (IME), dont il a été membre depuis sa création en 1994.

À ce titre, c'est à lui qu'est revenu en mars la lourde tâche de présenter le rapport sur l'état de convergence dans les pays de l'UE candidats à l'euro.

Il a fait preuve à cette occasion d'une plus grande souplesse que ses soutiens allemands dans l'interprétation des critères fixés par le traité de Maastricht. Mais il s'est montré aussi intransigeant que M. Waigel sur la nécessité d'assurer l'indépendance de la BCE, malgré la demande française d'un « gouvernement économique » pour assurer un contrepoids politique à la puissance de la future BCE.

M. Duisenberg préside aussi la Banque des règlements internationaux (BRI), basée à Bâle (Suisse), et il est gouverneur du FMI.

Il est marié en secondes noces.

La presse d'ailleurs

parcourue par Réal Pelletier

FINANCIAL TIMES THE WALL STREET JOURNAL. The New York Times Newsweek Herald Tribune The Economist THE SUNDAY TIMES

Bébé euro s'en vient ; et les économistes sont tout excités

Le dollar — et ce qui gravite autour — vit des moments intenses. C'est comme l'enfant unique de cinq ans dont la mère accouche : le jeune est fasciné, excité même, mais parfois aussi agacé parce qu'il va devoir désormais partager un espace, tout chaud, rassurant, qu'il occupait tout seul. Les économistes, habitués depuis un demi-siècle à imaginer l'espace monétaire planétaire comme un ménage à enfant unique, le dollar, sont devenus fébriles avec l'avènement de l'euro.

L'euro, signale Lionel Barber, dans le *Financial Times* de Londres, est un enfant désiré. Le problème, c'est qu'il naît davantage de la volonté des élites politiques européennes que des masses, des poches de résistance persistant ici et là, allant du scepticisme des consommateurs à la grogne des petits commerçants, en passant par la contestation pure, style Front national en France. De fait, si un référendum avait lieu, peut-être l'euro ne verrait-il pas le jour. Ce qui, au bilan, confère à l'enfant euro une santé délicate.

Techniquement au surplus, cette nouvelle monnaie a quelque chose de bizarre. L'euro, dit l'économiste Robert Mundell dans le *Wall Street Journal*, sera la première monnaie internationale dont la valeur ne repose ni sur l'or ni sur l'argent et qui ne procède pas d'un État central fort.

L'impact de la création de l'euro est d'une complexité telle que certains économistes se refusent à tout pronostic, avouant bien humblement que leur science s'enrichira de ce qui va se passer. Un happening : ça peut marcher si, si et si, mais ça peut flancher si, si et si. Les élites politiques et d'affaires d'Europe paraissent bien déterminées à élever correctement le bambin, mais de « mauvais garnements » pourraient encore invoquer son existence même pour expliquer les maux sociaux à venir.

D'abord les cambistes

Les premiers professionnels à subir l'impact de l'euro seront évidemment les cambistes. La fixation du taux de change des monnaies nationales décidée à Bruxelles leur donnera moins de glace, comme on dit au hockey. Reste à savoir, se demande le FT, si les cambistes vont jouer désormais la rivalité entre l'euro et les quelques monnaies européennes demeurées hors circuit comme la livre sterling ou le franc suisse, ou si la bataille se fera surtout entre l'euro d'une part et le dollar et/ou le yen d'autre part.

Mais chez les 11 pays adeptes de l'euro et leurs décideurs économiques, circonscrire les cambistes, c'est renforcer la stabilité de la monnaie. Le ciment technocratique de cette monnaie unique sera la Banque centrale européenne, située à Francfort.

Une clé : la Banque centrale

Les Allemands l'ont voulue très indépendante cette banque ; les Français, habitués à une longue tradition interventionniste dans l'organisation de l'économie, militent pour un contrepoids politique à cette banque, histoire de pouvoir infléchir aux besoins des orientations de la banque dans le sens d'une politique de croissance ou de plein emploi.

Le débat par exemple sur la désignation du président de la Banque centrale européenne faisait encore rage hier à Bruxelles entre Français et Allemands. On se retrouve ici en situation connue, un débat du type de celui qui oppose depuis longtemps, au Canada, les tenants de l'indépendance de la banque centrale à ceux qui souhaitent que les élus puissent en infléchir « démocratiquement » les orientations.

Le FT rappelle à cet égard que l'indépendance de la Banque centrale est enchâssée dans le traité de Maastricht mais que cela n'empêchera pas des pressions politiques considérables, nées du chômage principalement, de s'exercer sur cette nouvelle institution dépouillée de traditions.

La perte de souveraineté qu'entraîne la monnaie unique, rappelle l'analyste allemand Josef Joffe, publié dans le *New York Times*, est à fois budgétaire et fiscale. Les pays ne pourront plus accroître un déficit pour stimuler la consommation, dévaluer leur monnaie pour augmenter les exportations ou pour accroître les investissements. Autant d'outils de première importance dans ce qu'on a appelé jusqu'ici en Europe une « politique nationale ». La Banque centrale européenne devient une camisole de force qui réduit sensiblement l'initiative économique des gouvernements nationaux.

Les optimistes croient que l'institution va tenir le coup et finir par imposer ses règles du jeu à tout le monde, les pessimistes doutent que la Banque acquière une légitimité que seule une union politique complète pourrait lui donner. Sauf que c'est parti, le happening commence aujourd'hui.

Mais, rappelle Norbert Walter, un économiste de la Deutsche Bank Group, dans *Newsweek*, cette Banque centrale n'arrive pas comme un cheveu sur la soupe. Aucun des 11 pays qui ont choisi l'euro aujourd'hui ne s'est permis, depuis plusieurs années maintenant, de dévaluer sa monnaie pour accroître sa compétivité. Autrement dit, un esprit de la monnaie unique est en gestation depuis plusieurs années. On ne veut plus jouer ces jeux-là et la fixation des taux de change, pour un pays comme l'Allemagne, empêchera une flambée du mark, comme cela s'est produit au début des années 90, entraînant la perte de milliers d'emploi.

Par contre, l'économiste Robert A. Levine, dans le *International Herald Tribune*, prédit la catastrophe. L'accord a pu être signé à Bruxelles, dit-il, parce qu'une certaine reprise a lieu en Europe, parce que les effets de la crise asiatique n'y sont pas encore pleinement ressentis et parce que l'Amérique, dont l'économie est au beau fixe, achète plein de produits européens.

Mais tout cela, selon lui, est fragile. Le chômage reste élevé en Europe et M. Levine voit dans la France la fissure qui pourrait devenir une faille dans le système, le Front national poursuivant sa croissance aux dépens, non plus de la droite traditionnelle, mais bientôt de la gauche dite plurielle au pouvoir, qui croulera sous son impuissance.

Réactions américaines

Aux États-Unis dans l'intervalle, on regarde aller les choses avec étonnement, avec ahurissement dans certains cas. On prend rapidement conscience que le fameux dollar, qui a toujours pu jouer aisément contre le mark allemand ou le yen japonais, sera désormais confonté à un joueur de sa taille ou presque.

Une étude du Fonds monétaire international citée dans le *New York Times* estime que l'euro aura le pouvoir de chambarder le système monétaire international.

Un analyste du journal écrit que l'euro peut faire perdre aux États-Unis une partie du prestige et de la puissance diplomatique attachés à la domination du dollar. Le coût des emprunts, tant pour les gouvernements que pour les entrepreneurs, pourrait augmenter, gênant la croissance de l'économie.

Par contre, dit-il, l'euro est en mesure de procurer à l'Europe une stabilité politique et économique qui améliorera les occasions pour les Américains d'y vendre leurs biens et services.

Si l'euro évolue normalement, estime C. Fred Bergsten, directeur du Institute for International Economics à Washington, on assistera à une bipolarisation monétaire sur la planète. L'euro, dit-il, pourrait d'ici trois à cinq ans partager le marché planétaire presque à égalité avec le dollar.

L'hebdo *The Economist* cite plus longuement le même Bergsten, qui dit que l'euro va s'apprécier et qu'on peut assister en quelques années à un transfer en euros d'un bloc variant entre 500 milliards et un trillion de dollars, sous l'effet combiné des grands investisseurs qui ne voudront pas être tenus à l'écart et aussi des réserves nationales qu'on va vouloir, en partie du moins, convertir en euros.

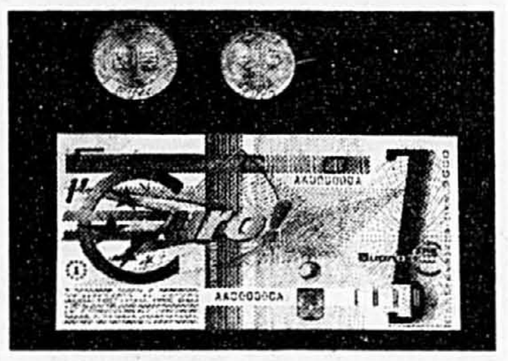
Du côté britannique

Au pays de la livre sterling enfin, c'est le classique oui / non qui prévaut. Oui à l'euro, mais pas tout de suite. Paradoxalement, c'est le premier ministre Tony Blair qui vient de présider, à Bruxelles, à la naissance de l'euro.

Mais une certaine Grande-Bretagne ne s'y trompe pas. British Steel donne à entendre qu'elle pourrait payer ses fournisseurs européens en euros à compter de janvier, signale le *Sunday Times*. Marks & Spencer a annoncé l'ajustement de ses logiciels pour pouvoir accueillir l'euro dans tous ses points de vente d'ici un an. Les filiales anglaises de sociétés allemandes, françaises, hollandaises ou italiennes offriront vraisemblablement à leurs personnels le choix d'être payés en livres ou en euros. Prédiction de Bernd Euler, directeur des finances chez Siemens UK : « Même si la Grande-Bretagne reste à l'écart de l'euro, il va entrer par la porte arrière. »

Le dollar face à l'euro





	Les États-Unis	La zone euro*
Population	268 millions	290 millions
Produit intérieur brut	7,2 trillions	6,9 trillions (8 trillions si on inclut les 15 membres de l'Union européenne)
Part dans le commerce international	19,6%	20,9% pour l'ensemble des 15 membres de l'Union européenne
Part des devises utilisées le commerce international	47,6% des exportations dans le monde se font en dollars	15,5% pour l'ensemble des 15 membres de l'UE
Part des réserves monétaires dans les réserves des banques du monde	61,5%	20,1% en devises européennes (livre sterling, mark, franc français, guilder hollandais) dont les trois quarts sont en marks.
Part des devises utilisées dans les transactions sur les marchés de change étrangers	41,5%	18,5% en marks

*Autriche, Belgique, Finlande, France , Allemagne, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Espagne,. Sont absents au lancement de l'euro: Royaume-Uni, Danemark, Grèce et Suède.

Infographie *La Presse*

L'euro, c'est pour bientôt

Les 2 et 3 mai 1998
Les gouvernements choisissent les pays qui en feront partie et fixent les taux de change à l'entrée.

1er janvier 1999
La Banque centrale européenne devient maître d'oeuvre de la politique monétaire européenne. Les monnaies nationales subsistent, mais les réserves et les dettes des États sont désormais comptabilisées en euros. Les comptes en banque, les cartes de crédit et les prix commencent à être calculés en euros.

1er janvier 2002
Commence le retrait des monnaies nationales.
Les paiements commerciaux ne peuvent se faire qu'en euros.

1er juillet 2002
Les monnaies nationales disparaissent, seul l'euro a valeur.

Source: la Banque Parisbas, la Commission européenne — Infographie *La Presse*

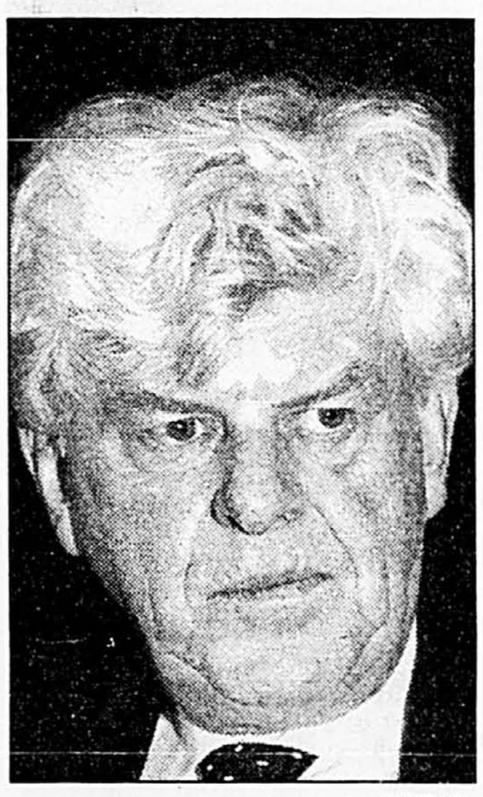


PHOTO AFP

Wim Duisenberg, des Pays-Bas, président de l'Union monétaire européenne, pressenti comme premier président de la Banque centrale européenne. La France a continué hier à s'opposer, à Bruxelles, jusqu'à la dernière minute, au mandat de huit ans qu'on veut lui confier à la tête de la banque qui gérera l'euro.

The Observer

Arrangements

■ Les barons de la drogue de par le monde aiment bien faire leurs affaires en dollars, ils pourraient bien désormais leur préférer les euros. Tout simplement, explique le professeur Kenneth Rogoff, de l'université Princeton, dans un livre dont fait part *The Observer*, parce que la Banque centrale européenne s'apprête à émettre en grande quantité des coupures de 500 euros (quelque 800 $ CAN). Transporter un million de dollars en coupures de 100 $ US, ça prend une valise. La même valeur en coupures de 500 euros, ça se glisse dans un sac à main. Le professeur estime que 80 % des grosses coupures de la Banque centrale européenne pourraient aboutir entre les mains de mafiosi, ou à tout le moins d'étrangers pratiquant l'évasion fiscale. le professeur Rogoff suggère à la BCE de ne pas utiliser pareille coupure, ou à tout le moins d'en interdire l'usage pour les grosses transactions. Depuis 20 ans dans nos sociétés industrielles, l'augmentation des billets de banque a été plus forte que celle de la croissance économique. Aux États-Unis, 1500 $ sont émis par tête de citoyen, mais celui-ci ne détient en moyenne, dans ses goussets ou à la maison, que le dixième de cette somme. Les banques centrales en déduisent que beaucoup de cet argent dort à l'étranger et circule à travers des circuits illégaux.

The New York Times

Débarquements

■ Le pape qui se paie des bains de foule à Cuba, l'ex-patron des marines qui va fraterniser avec Castro, Jean Chrétien qui, en pleine crise politique du sang contaminé, va faire l'école buissonnière dans l'île, tout ça au fond reflète peut-être une réalité transcendante : le milieu américain des affaires en a soupé de l'embargo et il faut préparer la rentrée dans l'île. Le directeur des affaires internationales de la Chambre de commerce des États-Unis, John Howard, affirme au *New York Times* que Cuba ne suscite « même plus de controverse chez les membres », qui jugent « insensée » la politique américaine envers Cuba. Par milliers maintenant, les businessmen américains tournent maintenant autour de l'île comme des mouches autour d'un pot de confiture. Ils étaient 400 en 1994, ils sont 2000 cette année à attendre le signal du débarquement. Avec une population de 11 millions, le marché cubain n'est pas terrible. Mais il est vierge. L'éclatement de l'embargo signifierait quand même, rapidement, des affaires de l'ordre de deux à quatre milliards US par année. Et les Québécois familiers avec Varadero, pourraient bien être invités sous peu à descendre à un hôtel Radisson, une entreprise du Minnesota qui a déjà négocié avec Cuba son emplacement dans cette populaire station balnéaire.

BusinessWeek

Baraquements

■ Au moins 18 000 personnes venant du Canada se sont vu refuser l'accès aux États-Unis aux frontières, depuis l'entrée en vigueur, en avril 1997, des nouvelles lois américaines d'immigration. L'avocat torontois Heather N. Segal explique à *Business Week* que la loi confère désormais aux agents d'immigration des pouvoirs normalement réservés aux « juges, aux jurés et aux exécuteurs des décisions judiciaires ». Et ils ne s'en privent pas, semble-t-il, jouant facilement du revolver à l'occasion. Un entrepreneur-peintre de Vancouver, Neil G. Shearer, a été détenu pendant deux heures et demie dans une geôle sans fenêtre, s'est fait saisir son véhicule et interdire l'accès aux États-Unis pendant cinq ans à un poste-frontière de l'État de Washington, faute de preuves qu'il habite Vancouver. C'est en tentant d'utiliser un second poste-frontière que l'incident s'est produit. De son côté, Steven Williamson, qui a investi 210 000 $ dans une affaire en Arizona, s'y est rendu, dans l'attente de son visa d'investisseur. Les agents l'ont intercepté, et forcé à faire une déclaration auto-incriminante. En voyant le prévenu écrire qu'il faisait cette déclaration par la force, l'agent a déchiré le document et s'est promené autour du prévenu, main sur l'arme. Williamson est aussi interdit de séjour pour cinq ans.

The Washington Post

Craquements

■ Ça craque en Antarctique. Les grandes surfaces glaciaires soudées au continent subissent maintenant, sous l'effet possible du réchauffement de la planète, des failles substantielles. La mer entourant toute la pointe sud du continent sud-américain est faite de ces glaces, mais des blocs — surtout du côté de l'extrémité nord-ouest de cette masse —, ont commencé, tannés de l'hiver, à se détacher et à prendre le large. Le plus imposant de ces blocs, faisant environ sept fois la dimension de l'île de Montréal, ira finir ses jours éventuellement au soleil, au sud de la Nouvelle-Zélande. Il y a un mois, un autre bloc, faisant environ un cinquième de l'île de Montréal, s'est détaché, signale le *Washington Post*. Le phénomène fait l'objet de photographies régulières par satellite. Depuis 1974, une centaine de blocs faisant au moins 25 kilomètres de longueur ont quitté le continent. On commence à craindre que toute la partie nord-ouest de cet espace antarctique, connue sous le nom de Larsen B, grande comme l'État du Connecticut, en vienne à déclarer forfait. Les « retraités » ne représentent pour l'instant que moins d'un dixième d'un pour cent des surfaces maritimes gelées. Mais on s'interroge sérieusement sur ce que le phénomène signifie pour les glaciers continentaux comme tels.

La personnalité de la semaine

La Presse

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence

André Desmarais
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Roger D. Landry
PRÉSIDENT ET ÉDITEUR

Claude Masson
ÉDITEUR ADJOINT

Marcel Desjardins
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

Alain Dubuc
ÉDITORIALISTE EN CHEF



PHOTO ROBERT NADON, *La Presse*

Marguerite et Clément Leclair.

Marguerite et Clément vivent une retraite bien occupée et le couple dit aimer l'immense liberté que procure le bénévolat : « On ne se sent pas obligés, c'est merveilleux ! »

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 3 mai 1998

Marguerite et Clément Leclair

JEAN-PAUL SOULIÉ

Cet été, Marguerite et Clément Leclair vont fêter leur 42e anniversaire de mariage. La jeune soixantaine tous les deux, parents de cinq enfants et grands-parents de huit petits-enfants, bien installés dans leur maison de Saint-Hubert, avec une roulotte de quinze pieds pour aller faire un peu de camping l'été dans les Cantons de l'Est, le couple jouit d'une retraite bien méritée, mais surtout bien remplie. Car Marguerite et Clément ignorent totalement ce qu'est l'oisiveté. Depuis 1982, ils se donnent avec bonheur au bénévolat, et leur action infatigable au service de leurs concitoyens vient de leur valoir le prix Antoinette-Robidoux, décerné chaque année par Centraide.

Le prix Antoinette-Robidoux est traditionnellement attribué à « une personne qui aura fait preuve d'un engagement prolongé comme bénévole dans la communauté ». Cette année, la personne est un couple, Marguerite et Clément Leclair. *La Presse* rend hommage à ces bénévoles dévoués en les nommant la **Personnalité de la semaine.**

Marguerite et Clément se sont mariés à l'église de Saint-Hubert en 1956. Lui venait de Sherrington, elle de Saint-Grégoire, il était tailleur, elle couturière. Elle travaillait chez Eaton, qui fabriquait alors ses costumes. Lui se définit comme membre de l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour hommes. Il a connu la plupart des ateliers de couture de l'avenue du Parc à la rue Chabanel en passant par la rue Casgrain et le boulevard Saint-Laurent, entre 1952 et 1992.

Après leur mariage, avec cinq enfants à élever, Margot, comme l'appelle affectueusement son mari, avait d'autres chats à fouetter que d'aller travailler en ville. Elle a utilisé ses talents de couturière à la maison. Clément continuait, dessinant des patrons, coupant au couteau électrique. « Il fallait aimer le métier pour y rester, dit-il. On n'avait pas de luxe, mais toujours le nécessaire. » Avec le temps, le travail deviendra moins exigeant, mieux payé, les heures moins nombreuses. De ces années de travail dans « la guenille », le couple semble avoir gardé un souci vestimentaire visible, elle très élégante, lui tiré à quatre épingles.

Les enfants partis, tous « élevés sans problème », et la retraite atteinte, c'est Margot qui, la première, s'est retroussé les manches pour aller aider, s'occuper des autres. Il fallait bien meubler les heures libres. Habituée à s'activer sans arrêt de l'aube à la veillée, elle est incapable de ne rien faire. Même en regardant la télévision : « Il faut que je tricote ou que je brode. » Elle a commencé par « passer la popote ». « Ce n'est pas tellement une question de nourriture, explique-t-elle. Les gens âgés ont besoin qu'on aille les voir. Je me souviens d'une dame de plus de 80 ans qui me proposait un verre de brandy, alors que je venais tout juste de prendre mon petit déjeuner ! Elle était tellement contente de nous voir chez elle ! »

Pour Clément, la découverte du bénévolat est venue un peu plus tard. « Je ne trouvais pas ça réellement nécessaire. Et puis j'ai aimé ça. C'est une grande famille, le bénévolat, on rencontre des gens qu'on avait côtoyés souvent, on découvre l'expérience des aînés. » Il y a dix ans, Clément — « Avec Margot, s'empresse-t-il de préciser » — a fondé les Jardins communautaires de la rue Arlington. La Ville de Saint-Hubert fournit le terrain, 36 000 pieds carrés, et un peu de matériel. « Nous avons 83 mini-jardins, où une quarantaine de familles font pousser plus de 50 sortes de légumes. C'est une activité communautaire, d'abord : les gens se rencontrent, parlent de leurs légumes, échangent des conseils. Mais c'est aussi une activité de plein air, un loisir très sain, bon pour la santé. » Conçus initialement pour les personnes âgées, les jardins attirent aussi des jeunes familles. Clément a d'ailleurs prévu un petit bois pour les enfants, et un lac miniature qui assure l'irrigation et contient des poissons rouges qui font le bonheur des tout-petits.

Margot et Clément se démènent pour financer cette opération qui, depuis l'an dernier, compte 18 jardins de plus dans le secteur Laflèche. Ils organisent des brunchs, des fêtes champêtres, des parties de « bowling clair de lune ». « Nous passons quatre ou cinq heures par jour dans les jardins, du 1er mai au 30 septembre. Il arrive même à Clément d'oublier l'heure du lunch ! Il faut qu'il aille s'acheter un sandwich au restaurant ! »

Toute l'année, Margot anime des ateliers. Le mardi et le jeudi. Treize femmes et deux hommes participent à chacune des séances. Margot a ressorti sa machine à coudre, les femmes font du tricot, des napperons, de la peinture, les hommes travaillent le bois. Enfin, et Margot ne voudrait surtout pas oublier d'en parler, chaque mardi, le couple organise des soirées de prière, le « partage de l'Évangile ». « Nous sommes six ou sept personnes régulièrement, et plusieurs occasionnels. » C'est avec eux et avec les jardiniers, les tricoteuses et autres artisans que Marguerite et Clément Leclair forment des comités pour organiser la guignolée, les magasins Partage du temps des Fêtes, les ventes-débarras et les bazars. En somme, une retraite bien occupée pour le couple qui dit aimer l'immense liberté que leur procure le bénévolat : « On ne se sent pas obligés, c'est merveilleux ! »

Encore plus que du talent, de l'intelligence, même du génie,
l'excellence naît de l'effort.

loto-québec · Hydro Québec · BANQUE NATIONALE il faut penser autrement · ALCAN



Salut Bonjour
du lundi au vendredi de 6 h à 9 h

Chaque lundi à 8 h 35, Guy Mongrain s'entretient avec la personnalité La Presse de la semaine
TVA